Anhang

Annexes

1 - 12

zum Stadtratsprotokoll Nr. 16

vom 15. Oktober 2015

au procès-verbal n° 16

du 15 octobre 2015

Anhang Nr. 1

Réponse

à l'interpellation 20140295, André Vuille, PPB, «Stop à l'explosion des coûts de l'aide sociale»

L'intervenant prie le Conseil municipal de répondre aux deux questions suivantes:

- Quelles mesures urgentes le Conseil municipal envisage-t-il de prendre, afin d'éradiquer immédiatement les coûts de l'aide sociale ?

- Dans une seconde phase, quelles mesures urgentes le Conseil municipal envisage-t-il de prendre, afin de réduire durablement et de façon substantielle les coûts de l'aide sociale ?

Situation initiale

Dans le canton de Berne, les prestations financières accordées dans le domaine de l'aide sociale sont axées sur la garantie du minimum vital (forfait pour l'entretien et frais médicaux de base) conformément aux normes CSIAS. Celles-ci sont ancrées dans la Loi sur l'aide sociale du Canton de Berne (LASoc) et leur application revêt donc un caractère obligatoire.

L'hébergement des sans-abri fait également partie de la mission fondamentale légale dans le domaine de l'aide sociale. Ici, le Département des affaires sociales s'appuie sur les loyers en usage au plan local et sur le marché, et fixe sur cette base des plafonds en fonction de la taille des ménages.

Les suppléments d'intégration sont également accordés selon les consignes légales.
Lesdites prestations circonstancielles sont octroyées conformément aux consignes du Manuel de l'aide sociale du Canton de Berne, lequel à un caractère de recommandation.

Au plan interne au département, le versement des prestations sociales se base sur le *Règlement des compétences et d'instruction pour le calcul et le versement de l'aide sociale matérielle, des suppléments d'intégration et des prestations circonstancielles.*

Mesures au niveau du Conseil municipal et de la Direction de l'action sociale et de la sécurité:

- Le rapport «Analyse de la situation et mesures concernant l'aide sociale en ville de Bienne» (Rapport Ecoplan), établi par la société Ecoplan S.A. en coopération avec la Ville de Bienne et la Direction cantonale de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP), contient entre autres des mesures visant à réduire les coûts de l'aide sociale. Lors du développement de la stratégie en matière d'aide sociale, les champs d'action définis en relation avec l'étude Ecoplan sont repris comme cadre et poursuivis.

- Dans le cadre du projet «Assainissement durable des finances communales / Série de mesures 2016+», le Conseil municipal et la Direction de l'action sociale et de la sécurité compétente en la matière ont proposé diverses mesures d'économies dans le domaine de l'aide sociale. D'une part, certaines dépendent des consignes

cantonales et nécessitent donc une révision de la base légale. D'autre part, d'autres mesures ont été recommandées, qui peuvent être influencées directement par le Conseil municipal, la direction ASS et/ou le Département des affaires sociales, telles que l'harmonisation et l'adaptation des plafonds de loyers dans la région ou la création de places de clarification supplémentaires (interventions) dès le début du soutien financier. Cette dernière mesure engendre un arrêt immédiat de l'aide sociale en cas de manque de coopération de la personne concernée. Sans adaptation adéquate des conditions-cadre au niveau cantonal, cela conduirait à ce que le profit financier bénéficie au Canton et à l'ensemble des communes, et non à la Ville de Bienne à qui il incomberait de supporter les frais.

- La refonte projetée du Département des affaires sociales est principlement axée sur l'analyse des procédures ainsi que sur l'adaptation de l'organisation structurelle et du déroulement des tâches, afin que les assistantes sociales et assistants sociaux soient libérés de nombreuses tâches administratives et puissent ainsi mieux se concentrer sur l'insertion sociale et économique des bénéficiaires de l'aide sociale. En même temps, cela doit permettre de réduire en moyenne sensiblement les intervalles de contact avec les clients et clientes.

Mesures au niveau du Département des affaires sociales:

- L'examen standardisé de la compétence juridictionnelle et de la précarité financière des nouvelles demandeuses et nouveaux demandeurs, en relation avec le contrôle à divers niveaux hiérarchiques, garantit la qualité élevée de l'examen de la subsidiarité. Cela doit permettre d'éviter que des personnes perçoivent des prestations d'aide sociale auxquelles elles n'ont pas droit et/ou de garantir que les personnes vraiment démunies, en revanche, perçoivent des prestations correctement calculées.

- Par ailleurs, il existe diverses mesures de contrôle permettant de réduire les abus en matière d'aide sociale, telles que le contrôle mensuel des extraits de compte des bénéficiaires de l'aide sociale. Si un abus est suspecté, il est fait appel à l'inspectrice sociale alors chargée de procéder à une clarification approfondie des faits.

- Entre autres, l'expertise Büschi & Lanker propose d'évaluer les systèmes de contrôle existants déjà à l'interne, afin des les améliorer si besoin. Actuellement, le contrôle systématique du versement des prestations de soutien est déjà établi. En outre, il est prévu également d'étendre le système au travail social méthodique (p. ex. principe «encourager et exiger» et/ou «prestation contre prestation») et/ou via un système de contrôle interne (SCI).
  L'état-major «Gestion de la qualité» mis en place récemment doit fournir un travail précieux dans ce domaine.

- Au travers des normes CSIAS ainsi que de ressources correspondantes, le Canton met à disposition des possibilités établies dans la pratique, afin de permettre l'insertion sociale et économique des bénéficiaires de l'aide sociale. Ces possibilités sont exploitées partout où cela est possible. En outre, le Service spécialisé de l'insertion professionnelle évalue en permanence des offres correspondantes. Les efforts entrepris à l'heure actuelle visent à adapter ces offres au plus près du marché primaire du travail dans les domaines de l'insertion professionnelle (IP) et de la stabilisation avec perspectives d'insertion professionnelle (PIP).

- Le redimensionnement du Service spécialisé de l'insertion professionnelle (SSIP), en liaison avec des structures et des procédures plus claires, doit également contribuer à placer plus efficacement les bénéficiaires de l'aide sociale dans des offres ad hoc.

- Le Service juridique traite de questions juridiques et y répond en faveur de l'application au sein du département et accompagne des procédures juridiques. Cela doit permettre de garantir, d'une part, que les consignes formelles découlant de la jurisprudence sont respectées dans le département, afin que les décisions rendues soient solides juridiquement et, d'autre part, que la position du département dans des procédures juridiques contestées soit respectée de manière aussi optimale que possible.

Le Conseil municipal tient à souligner que les coûts de l'aide sociale abordés ici sont certes élevés à Bienne, et ce, dans un volume non souhaité, mais qu'ils doivent toutefois être relativisés en ce sens que la Ville de Bienne ne supporte directement qu'environ 2,7% de ces coûts grâce à la compensation cantonale des charges. En raison de la charge sociale élevée, et de la composition correspondante de la population, la faible capacité contributive en résultant est davantage préoccupante. C'est la raison pour laquelle le Conseil municipal vise, avec les mesures susmentionnées et des stratégies issues d'autres domaines, un effet global axé à moyen et à long terme sur une hausse de la capacité contributive ainsi qu'une mixité plus équilibrée de la population.

Bienne, le 4 mars 2015

Au nom du Conseil municipal

Le maire: La chancelière municipale:

Erich Fehr Barbara Labbé

Annexe: Interpellation 20140295

Direktion Soziales und Sicherheit

Eing. 23. Okt. 2014

Direction de l'action sociale et de la sécurité

Vorstoss Nr./Interv. no: 140295
Termin GR/Délai CM: 4.3.2015
Direktion/Direction: DSS
Mitbericht/Corapport:

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

INTERPELLATION

STOP À L'EXPLOSION DES COÛTS DE L'AIDE SOCIALE

- Quelles mesures urgentes le Conseil municipal envisage-t-il de prendre afin d'**éradiquer immédiatement** les coûts de l'aide sociale ?

- Et dans une seconde phase, quelles mesures urgentes le Conseil municipal envisage-t-il de prendre afin de **réduire durablement** et de façon substantielle les coûts de l'aide sociale ?

Direktion Soziales und Sicherheit
An SOZ
☐ zur Kenntnis
☐ zur Erledigung
☐ zur Stellungnahme bis
☒ Bericht und Antrag z.H. GR bis 4.2.15 an DSS
Biel, 23.10.14 DSS

André Vuille
PPB

Natacha Pillet

Alain Pichard

Biehne, 15 octobre 2014

Anhang Nr. 2

Réponse

au postulat 20140232, Alexandre Trachsel, Groupe FDP/PRR/EVP/EDU, «Amélioration du trafic Rue de Boujean – Route de Soleure – Champs-de-Boujean»

L'intervenant demande au Conseil municipal de mandater une étude sur l'amélioration du trafic routier dans le secteur Est de la ville. Le Conseil municipal est prié de prendre position sur des propositions concrètes de modification à la rue de Boujean et à la route de Soleure.

Il est connu que les grands axes traversant Boujean sont surchargés par moment et que cela provoque des embouteillages, surtout aux heures de pointe le soir. De nos jours, le réseau routier local doit supporter le trafic de transit et de desserte. En plus, suivant le tronçon, il faut garantir de nombreuses possibilités de traverser pour les piétons et de bifurquer pour les automobilistes. Le réseau actuel n'a plus la capacité de remplir toutes ces fonctions aux heures de pointe, et la marge de manœuvre est limitée. L'ouverture de la branche Est de l'A5 dès 2017 permettra de créer les nouvelles capacités routières nécessaires pour l'est de la ville.

Déjà dans la réponse au postulat 20120043, Peter Moser, Stefan Kaufmann, FDP, «Circulation intenable aux Champs-de-Boujean: mesures urgentes d'amélioration à court et moyen terme» du 1er juin 2012 (traitée au Conseil de ville le 20 septembre 2012), le Conseil municipal avait confirmé que la surcharge de trafic sur les axes les plus importants aux Champs-de-Boujean aux heures de pointe posait un problème. Compte tenu de la structure routière, seule l'ouverture de la branche Est du contournement autoroutier par l'A5 apportera une amélioration sensible et durable. Il avait également indiqué qu'il avait déjà fait effectuer une étude technique préalable au printemps 2012 pour répondre aux questions de l'intervenant de l'époque. En se fondant sur ces analyses, des orientations possibles seraient à poursuivre de façon prioritaire pour des mesures urgentes visant à améliorer la situation du trafic à Boujean, mais elles seraient toutefois liées à des frais élevés. En outre, en novembre 2012, il y a eu un entretien avec les représentants de l'Organisation des industries des Champs-de-Boujean (OIB) auquel le maire et l'ancien directeur des travaux publics ont participé.

Le Conseil municipal peut répondre comme suit aux questions de l'intervenant:

Point 1: déplacement des arrêts de bus, afin que le bus puisse être dépassé et ne bloque plus la route.

- Les raisons de l'emplacement de l'arrêt «Taubenloch» critiqué par l'intervenant ont déjà été expliquées en détail dans la réponse au postulat 20090386 datant de 2010 (sécurité routière, espaces disponibles, seuil d'accès bas pour les handicapés, etc.).
- Il existe une alternance entre les arrêts de bus sur l'axe nord (Champs-de-Boujean – Boujean – Pont-du-Moulin – giratoire du Seefels), c'est-à-dire entre ceux où les voitures peuvent dépasser les bus et ceux où cela n'est pas possible. Pour la majorité des arrêts situés sur l'axe nord, les bus peuvent être dépassés. La question de la possibilité de dépassement dépend de divers facteurs ainsi que des conditions locales. Ainsi, il faut disposer de suffisamment de place pour les arrêts de bus avec possibilité de dépassement, afin d'éviter tout risque potentiel durant cette manœuvre. De plus, il faut prendre en compte la Loi fédérale sur l'égalité pour les handicapés (LHand ; RS 151.3), qui exige une bordure d'arrêt surélevée et rectiligne ainsi qu'une largeur de perron suffisante. De nos jours, et sur la base de toutes ces exigences, de nouvelles

constructions de voies de dégagement classiques des bus ne sont souvent pas possible et/ou auraient pour conséquence des travaux disproportionnés (élargissements des routes sur de longues distances). Les espaces disponibles sont restreints, justement dans le centre du quartier de Boujean, et de nombreuses places de stationnement devraient être supprimées en cas d'élargissement de la route (y c. acquisition de terrains et modifications des accès aux immeubles).

- Certes, l'attente derrière un bus à l'arrêt représente un obstacle pour les automobilistes et peut être ressentie comme pénible, mais cela n'a qu'une faible influence sur la capacité totale du réseau, car celle-ci est en premier lieu déterminée par la capacité des nœuds routiers. En ce qui concerne la question de la capacité, l'on doit prendre également en considération que les transports publics par bus consomment nettement moins de capacité routière par personne transportée que le reste du trafic, surtout pendant les heures de pointe sur les routes principales avec des lignes de bus fortement fréquentées.

Point 2: disposition et nombre des passages pour piétons

- Le nombre et la disposition des passages pour piétons résultent de nombreux chemins et rues débouchant sur les axes principaux et du fait que les passages pour piétons doivent conçus en rapport avec les flux de piétons. Dans les centres de quartier, justement, un certain nombre de passages pour piétons est nécessaire sur les axes principaux très fréquentés pour répondre aux besoins de traverser (magasins, chemins d'école, arrêts de bus, etc.).
- Il est évident que les passages pour piétons entravent la circulation et c'est pourquoi on ne peut pas marquer un passage séparé pour chaque besoin de traverser.
- Les passages pour piétons actuels à Boujean sont raisonnablement disposés compte tenu des besoins de traverser. La suppression de certains d'entre eux mènerait en partie à faire faire des détours considérables aux piétons. En outre, la suppression pourrait provoquer la concentration des traversées sur un seul passage pour piétons, ce qui à son tour aurait une influence négative sur le flux de la circulation.
- Le nombre de passages pour piétons à Boujean est le même depuis des années. Il n'y eu que quelques petits déplacements, et dans l'intérêt de la sécurité, un îlot central a été construit près du Taubenloch.

Point 3: giratoire au croisement Longue-Rue / Route de Soleure

- Les mesures d'accompagnement de la circulation liées à l'A5 prévoient ici un giratoire au nœud routier de la Longue-Rue et de la route de Soleure. L'idée avancée par l'intervenant a donc déjà été intégrée. Ce projet sera réalisé après l'ouverture de la branche Est, donc déjà ces prochaines années. Étant donné que la route de Soleure appartient au Canton, le projet doit être réalisé en collaboration avec l'Office cantonal des ponts et chaussées.

Point 4: giratoire au croissement Rue du Châtelet / Rue de Boujean

- L'espace est insuffisant pour transformer ce nœud routier en giratoire. Augmenter la capacité Est-Ouest reviendrait à limiter les possibilités de bifurquer. Cela altérerait toutefois la desserte locale et aurait probablement pour conséquence de déplacer uniquement les problèmes, ce qui n'est pas souhaité.

- La situation s'améliorera avec l'ouverture de la branche Est. Selon les mesures d'accompagnement de la circulation (MaC A5), une réduction du trafic est prévue à la rue du Châtelet. Suite à la nouvelle capacité routière créée grâce à l'autoroute (branche Est, jonction complète d'Orpond incluse), le trafic de transit actuel nord – sud par la rue du Châtelet sera réduit en tout cas.
- Vu cette perspective dès 2017, il ne fait guère de sens, tant du point de vue financier que du calendrier, d'engager d'importants moyens pour transformer le croisement de la rue de Boujean et de la rue du Châtelet. En outre, une telle transformation complète du nœud routier ne serait opérationnelle qu'au plus tôt à mi-2016 (étude, procédure d'octroi d'autorisation, temps de réalisation), donc seulement un an avant l'ouverture de la branche Est de l'A5.

Dans le cadre de la planification de l'autoroute et de la conception des mesures d'accompagnement en matière de circulation (MaC), des études du trafic routier correspondantes ont été effectuées, qui entre autres traitent également les questions posées par l'intervenant, et reprennent même certaines idées avancées par ce dernier (giratoire Longue-Rue – Route de Soleure). Le Plan directeur des mesures d'accompagnement en matière de circulation de l'A5 contient des indications sur la future organisation de la circulation sur le réseau routier urbain, coordonnée avec le nouveau contournement autoroutier. La mise en œuvre à l'est de la ville (Mâche et Boujean) débutera dès 2017, après l'ouverture de la branche Est.

Les études souhaitées par l'intervenant ont déjà été effectuées et les requêtes de ce dernier peuvent au moins en partie être réalisées.

Au vu de ce qui précède, le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter le postulat 20140232 et de le radier du rôle comme étant réalisé.

Bienne, le 10 décembre 2014

Au nom du Conseil municipal

Le maire: Le vice-chancelier:

Erich Fehr Julien Steiner

Annexe: postulat 20140232

Vorstoss Nr./Interv. no: 20140232
Termin GR/Délai CM: 10.11.2014
Direktion/Direction: BSU
Mitbericht/Corapport: PDA

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Postulat

Amélioration trafic du route de Boujean-Route de Soleure-Champs-de-Boujean

Le Conseil municipal est prié de prendre des mesures nécessaires et de lancer une étude afin d'améliorer le trafic routier dans le secteur (est) de la ville.
Dès lors, nous invitons le Conseil municipal à examiner les propositions suivantes et d'en faire rapport au Conseil de ville.

Afin de garder l'attractivité de notre zone industrielle et tenant compte des besoins et des doléances de plusieurs grandes entreprises des champs de Boujean ainsi que de l'O.I.B (Organisation des Industrie des Champs de Boujean), nous demandons de revoir totalement la signalisation directionnelle, ainsi que les arrêts de bus et des passages pour piétons, ceci bien entendu dans les deux sens de circulation.

L'augmentation incessante du trafic dans les Champs-de-Boujean, fait qu'il faut prendre certaines mesures et ceci assez rapidement, sachant que le nouveau contournement de la ville ne va pas résoudre le problème de fluidité du trafic.

En effet :

Plusieurs arrêts de bus bloquent totalement le trafic (exemple type : arrêt sur le pont de la Suze à Boujean).

Il conviendrait de de modifier l'emplacement des arrêts afin de faciliter le dépassement des véhicules et de fluidifier le trafic

Certains passages pour piétons sont surnuméraires, certains sont espacés de moins de 80m, donc trop rapprochés.

Etude d'un rond-point au croisement rue Länggasse et route de Boujean.

Etude d'un rond-point au croisement rue du Châtelet et route de Boujean.

Nous sommes persuadés que notre proposition va largement améliorer la fluidité du trafic et faciliter la vie de tous les gens qui travaillent et vivent dans ce secteur.

Biel/Bienne, 21 août 2014

Alexandre Trachsel, PRR

Groupe
FDP/PRR/PEV/UDF

Anhang Nr. 3

Réponse

au postulat 20140233, Alexandre Trachsel, Groupe FDP/PRR/EVP/EDU, « Amélioration du trafic rue Johann-Renfer en direction de Zurich A5 »

Par le présent postulat, le Conseil municipal est prié d'évaluer diverses mesures pour améliorer la fluidité du trafic en direction des Champs-de-Boujean. Pour cela, il doit mandater des études correspondantes, afin d'améliorer la situation routière à partir de la rue Johann-Renfer en direction du Jura, de Zurich et de Berne (à chaque fois dans les deux sens).

Les problèmes de capacité dans le secteur de la jonction autoroutière Bienne-est sont connus du Conseil municipal et c'est pourquoi, sur l'initiative de la Ville de Bienne, le groupe de travail « Trafic fluide » a été créé avec pour objectif d'examiner les possibilités d'amélioration. Le groupe de travail se composait de représentants de la Ville de Bienne, du Canton de Berne et de la Confédération.

La responsabilité des mesures dans le secteur de la jonction autoroutière Bienne-est incombe en premier lieu au Canton et à l'Office fédéral des routes (OFROU). Les explications qui suivent démontrent que les problèmes sont connus et que des solutions concrètes pour la jonction autoroutière à partir de la rue Johann-Renfer seront intégrées prochainement.

Le groupe de travail s'est prononcé pour ladite « Variante 3a », qui consiste en une sorte de double giratoire sur le pont de la rue Renfer et prévoit nouvellement de réglementer la circulation sur les divers nœuds routiers dans les zones d'entrée et de sortie de l'autoroute avec une installation de signaux lumineux.

En 2013, l'Office cantonal des ponts et chaussées (OPC) et l'OFROU ont décidé de réaliser à court terme une première étape de la variante choisie. Il s'agit d'élargir le grand giratoire de l'autoroute sur le côté Est, afin que le trafic sortant puisse être guidé sur deux voies. Ensuite, les embranchements sur le pont de la rue Johann Renfer seront équipés d'une installation de signaux lumineux. Selon toutes prévisions, ces travaux seront réalisés en 2015 dans le cadre du projet de l'A5.

Lors d'une étude et d'un projet détaillé, il a été démontré que selon les prévisions de trafic actuelles, les flux de trafic pourront être maîtrisés avec ces mesures après l'ouverture de la branche Est de l'A5 et des Stades de Bienne.

Ensuite, il restera assez de temps jusqu'à l'ouverture de la branche Ouest de l'A5 pour continuer à observer le développement du trafic dans les Champs-de-Boujean et pour éventuellement prendre en main d'autres mesures, par exemple la réalisation complète de la variante 3a.

Le Conseil municipal peut répondre comme suit aux questions de l'intervenant:

Point 1: arrêt de bus «Rue Renfer » (arrêt devant le bâtiment Nurissa).

- Il existe une alternance entre les arrêts de bus sur l'axe nord (Champs-de-Boujean – Boujean – Pont-du-Moulin – giratoire du Seefels), c'est-à-dire entre ceux où les voitures peuvent dépasser les bus et ceux où cela n'est pas possible. Pour la majorité des arrêts situés sur l'axe nord, les bus peuvent être dépassés. La question de la possibilité de dépassement dépend de divers facteurs ainsi que des conditions locales. Ainsi, il faut

disposer de suffisamment de place pour les arrêts de bus avec possibilité de dépassement, afin d'éviter tout risque potentiel durant cette manœuvre. Dans le cas présent, les aspects de sécurité et l'espace disponible parlent en faveur de la situation existante. En outre, le manque de possibilité de dépassement est un gain de temps pour le bus, car il peut garder sa position, surtout lors d'embouteillages, et ainsi reprendre sa route rapidement. Cela améliore la stabilité des horaires, ce qui est particulièrement important justement pour la ligne de bus reliant les Champs-de-Boujean, car de nombreux pendulaires utilisent cette ligne pour atteindre leurs correspondances à la gare de Bienne ou à la station de chemin de fer des Champs-de-Boujean. Au final, il est également dans l'intérêt des entreprises implantées aux Champs-de-Boujean que les bus arrivent rapidement et à l'heure. En plus, un transport public fiable peut contribuer au délestage des routes.

- Certes, l'attente derrière un bus à l'arrêt représente un obstacle pour les automobilistes et peut être ressentie comme pénible, mais cela n'a qu'une faible influence sur la capacité totale du réseau, car celle-ci est en premier lieu déterminée par la capacité des nœuds routiers. C'est justement à l'arrêt de la rue Johann-Renfer que le giratoire de la rue Johann-Renfer et de la rue de Zurich, ainsi que les divers nœuds routiers à Boujean, limitent la capacité du trafic et non les arrêts de bus. En ce qui concerne la question de la capacité, l'on doit prendre également en considération que les transports publics par bus consomment nettement moins de capacité routière par personne transportée que le reste du trafic.

Points 2 à 4

Après consultation des autres services responsables (Canton, Confédération), le Conseil municipal peut prendre position comme suit concernant les propositions concrètes de l'intervenant dans le secteur de la jonction Est de l'autoroute:

Dans le cadre des études mentionnées, diverses variantes d'ajustement ont été examinées et elles contenaient en partie également les propositions de l'intervenant. Finalement, la variante 3a a été retenue et les premières étapes seront déjà réalisées en 2015.

En ce sens, le Conseil municipal est d'avis que les requêtes et propositions de l'intervenant ont déjà été prises en compte.

Au vu de ce qui précède, le Conseil municipal recommande au Conseil de ville d'adopter le postulat 20140233 et de le radier du rôle comme étant réalisé.

Bienne, le 10 décembre 2014

Au nom du Conseil municipal

Le maire: Le vice-chancelier:

Erich Fehr Julien Steiner

Annexe: postulat 20140233

Vorstoss Nr./Interv. no: 20140233
Termin GR/Délai CM: 10.12.2014
Direktion/Direction: BEU
Mitbericht/Corapport: PRA

Stadtkanzlei/Chancellerie municipal

Postulat

Amélioration du trafic rue Johann Renfer direction Zürich A5

Le Conseil municipal est prié de prendre des mesures nécessaires et de lancer une étude afin améliorer le trafic routier.
Dès lors, nous invitons le Conseil municipal à examiner les propositions suivantes et d'en faire rapport au Conseil de ville.

Afin de garder l'attractivité de notre zone industrielle et en tenant compte des besoins ainsi que de doléances de plusieurs grandes entreprises des Champs-de-Boujean ainsi que de l'O.I.B (Organisation des Industrie des Champs de Boujean), nous demandons de revoir totalement la signalisation directionnelle dans ce secteur.

Le but étant d'améliorer la fluidité du trafic routier à partir de la rue Johann Renfer direction Jura, Zürich, Berne, et ceci dans les deux sens, car nous sommes persuadés que le nouveau contournement de la ville ne va pas améliorer la fluidité du trafic dans ces points sensibles.

En effet :
1° Arrêt de bus côté Nurissa (bloque totalement le trafic).
Modification de l'emplacement de l'arrêt de bus et du passage pour piétons, ceci faciliterait le dépassement des véhicules et donc réduirait sensiblement les bouchons.

2° Modification de la signalisation après le rond-point rue Johann Renfer / rue F. Oppliger / rue de Zürich :
Pour les véhicules allant en direction de Zürich obligation à la sortie du rond-point d'obliquer à droite direction Jura/Zürich, et de prendre le grand rond-point pour accéder à l'autoroute direction Soleure-Zürich. Interdiction sur le pont d'obliquer à gauche, (feuille N°1)

3° Obligation pour les véhicules venant de la Transjurane et voulant se rendre à Bienne, d'obliquer à droite direction Berne, afin de rejoindre un nouveau rond-point rue de Granges / Länggasse) (feuille N°2). Ce nouveau rond-point permettra aux usagers de prendre la route direction Berne, de se rendre à la rue de Granges, ainsi que de retourner direction route de Soleure pour les véhicules qui auraient manqué la sortie direction Zürich et de reprendre l'autoroute.

4° Interdiction pour les véhicules venant de Berne/Mâche de tourner à gauche en direction de la Transjurane, et obligation d'emprunter le rond-point rue Johann Renfer / rue F. Oppliger / rue de Zürich pour entrer sur l'autoroute A5 direction Zürich ou sur la Transjurane

Nous sommes persuadés que notre proposition, va largement améliorer la fluidité du trafic.

Biel/Bienne, 21 août 2014

Alexandre Trachsel, PRR

Groupe FDP/PRR/PEV/UDF

F. Schor

11

Anhang Nr. 4

Beantwortung

des überparteilichen Postulates 20140265, Reto Gugger, BDP, Martin Scherrer, SVP, Andreas Sutter, BVP, "Sportstadt Biel – Für alle"

Die Verfasser des Postulats verlangen, dass am See, in Parks oder Erholungsräumen Fitnessgeräte für die ganze Bevölkerung aufgestellt werden. Sie machen geltend, wie wichtig Bewegung für die Gesundheit ist, und dass sich nicht alle ein Fitnessabo leisten können. Das Postulat beantragt zu prüfen, ob die Geräte durch Angestellte der Stadt Biel und/oder Beschäftigungsprogramme konstruiert werden könnten. Dabei wird auf das Grobkonzept „Sport in Biel" verwiesen.

Der Gemeinderat erachtet den Hinweis auf die Bedeutung der Bewegung im Freien durchaus als berechtigt. Das erste alternative Fitnessprogramm für Bielerinnen und Bieler, denen es an Bewegung mangelt, ist ein Fussmarsch, für den unsere Region zahlreiche Möglichkeiten bietet. Fortgeschrittene können zum Laufen oder Joggen übergehen oder den Vitaparcours absolvieren, den die Stadt im Wald unterhält.

Will jemand spezifischer zum Beispiel Kraft trainieren, ist die Art des Trainings das A und O. Dabei ist wichtig, ein regelmässiges und allmählich gesteigertes Training zu betreiben, das den individuellen Fähigkeiten und dem jeweiligen Gesundheitszustand angepasst ist.

Der Stadt wurden «schlüsselfertige» Konzepte unterbreitet, welche die Bereitstellung von Fitness- oder Hilfsgeräten vorsahen, wie sie in Fitnesshallen anzutreffen sind. Der Gemeinderat hat diese Lösung geprüft, erachtet sie aber als nicht mit der oben beschriebenen Vorstellung von betreutem Training vereinbar. Präventive Massnahmen sind unabdingbar, damit nicht am Ende durch falsche Bewegungen mehr Schaden als Nutzen entsteht. Was das Finanzielle anbelangt, so hat in Grand-Saconnex das Aufstellen solcher Geräte, die wegen des Wetters in unseren Breitengraden nur einen Drittel des Jahres über genutzt werden, rund 55 000 Franken gekostet. Und der Fitnesspark, den Bern im Marzili aufgestellt hat, ist zum Schutz vor Beschädigungen nachts abgeschlossen. Für den Gemeinderat kommt nicht in Betracht, in der Natur- oder Stadtlandschaft eine meterhohe Umzäunung aufzustellen.

Zum Anfertigen von Trainingsmaterial braucht es Fachkenntnisse. Die Geräte, die heute auf dem Markt sind, haben Biomechaniker, Physiotherapeuten und Ärzte entwickelt. Solche Geräte können nicht einfach ohne Beizug von Fachleuten selber fabriziert werden.

Vor kurzem hat die Dienststelle Sport unter dem Namen „Midi actif" jeweils am Dienstag- und Donnerstagmittag ein Ausdauer- und Fitnesstraining eingeführt, um die Bevölkerung zur Bewegung zu animieren. Eine 45-minütige Lektion unter der Leitung von Fachpersonal kostet 5 Franken und ist somit für jedes Portemonnaie erschwinglich. In diesen Kursen können die Teilnehmerinnen und Teilnehmer unter fachkundiger Leitung individuell trainieren.

Der Gemeinderat bevorzugt das Konzept des *Urban Training* mit Sporteinheiten, bei denen in der Stadt mit den dort vorhandenen Elementen Fitness trainiert wird. So kann man die eigene Stadt kennenlernen oder neu entdecken und gleichzeitig natürlich und an der frischen Luft Sport treiben. Aus Sicht des Gemeinderats ist ein gezielter und instruktiver Ansporn der Schaffung von «Trainingsparks» vorzuziehen, die im Endeffekt lediglich Fitnessclubs im Freien wären. Die natürlichen Mobilität aufbauen, den Körper (neu) entdecken, die Stadt als Sportplatz nutzen – dieser Ansatz scheint dem Gemeinderat der geeignetere Weg.

Gestützt auf den oben stehenden Ausführungen beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, das überparteiliche Postulat 20140265 erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 28. Januar 2015

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage:
- Überparteiliches Postulat 20140265

Vorstoss Nr./Interv. no: 140265
Termin GR/Délai CM: 28.1.2015
Direktion/Direction: BKS
Mitbericht/Corapport: PRA / BSV

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Überparteiliches Postulat

Sportstadt Biel - Für Alle

Der Gemeinderat wird darum gebeten, an frei zugänglichen Orten in der Stadt Biel (z.B. am Strandboden oder im Stadtpark) unter freiem Himmel einfache Sportgeräte zu installieren. Diese sollen der Kräftigung der Muskulatur dienen und von Allen für Ihr Street-Workout genutzt werden dürfen.

Begründung:

Es ist landläufig bekannt, dass Bewegungsmangel und verkümmerte Muskulatur langfristig zu gesundheitlichen Problemen führen können. Nicht alle Bewegungswilligen haben aber die finanziellen Mittel dazu, um einen Fitnessclub zu besuchen. Darum ist es wichtig und richtig, dass die Stadt Biel gemäss dem Grobkonzept "Sport in Biel"[1] unter Anderem folgende Aufgaben übernimmt:

- Einen Stadtraum sicherzustellen, der zu Bewegung animiert und dadurch zur Gesundheitsförderung beiträgt
- Die Schaffung niederschwellig zugänglicher Bewegungsräume zu fördern

Auf diese Worte sollen nun Taten folgen und der breiten Bevölkerung unentgeltlich frei zugängliche, geeignete Sportgeräte für das Street-Workout zur Verfügung gestellt werden. Diese Geräte sollen einfach, robust, wetterfest und sicher sein. Sie sollen ohne besondere Kenntnisse selbstständig genutzt werden können.

Die neuen Geräte können als Ersatz für bestehende Installationen (insbesondere die defekten, schlecht unterhaltenen Reckstangen am Strandboden, auf der Wiese zwischen dem Bootshaus des Seeclubs Biel und der Neuenburgstrasse) dienen.

Entsprechende Geräte sind im Fachhandel ab CHF 12'000.00 erhältlich. Selbstverständlich können die Geräte auch durch Angestellte der Stadt Biel oder lokale Beschäftigungsprogramme konstruiert werden. Auch die Mithilfe von Freiwilligen oder lokalen Sportvereinen wäre denkbar, z.B. bei der Anbringung der Geräte an deren Standort.

Idealerweise sollen die Geräte ab Sommer 2015 der Öffentlichkeit zur Verfügung stehen.

Biel, 18. September 2014

Reto Gugger
BDP

Martin Scherrer
SVP

Andreas Sutter
BVP

Geht an: Sport
☐ zur Kenntnis
☐ zur Stellungnahme
☒ zum Antwortentwurf
☐ zur Erledigung
☒ ~~Frist bis:~~ 15.12.14
Datum: 25.9.14
~~Der Direktionssekretär~~:

[1] http://www.bielbienne.ch/files/pdf1/bsk_sus_sp_sportkonzept_v05_d.pdf

Anhang Nr. 5

Beantwortung

der Motion 20140292, Peter Moser und Cécile Wendling, FDP, "Innenstadt-Attraktivierung II" (oder "Rettet die Innenstadt")

Die Motion fordert den Gemeinderat auf, unverzüglich ein Programm zur Innenstadtattraktivierung zu starten und die zur Umsetzung der Massnahmen notwendigen finanziellen Mittel bereitzustellen.

Stellungnahme des Gemeinderates

Der Gemeinderat teilt die Ansicht der Motionäre, dass eine positive Entwicklung der Innenstadt einerseits wichtig für die Ausstrahlung und Anziehungskraft der ganzen Stadt ist und andererseits eine ständige Herausforderung für alle beteiligten Akteure darstellt. In diesem Punkt ist Biel kein Einzelfall. Insbesondere mittelgrosse Städte inner- und ausserhalb der Landesgrenzen sind aufgrund ihres beschränkten Kaufkraftreservoirs ständig mit der Gefahr einer Angebotserosion konfrontiert. Eine Vielzahl von Faktoren wirkt auf die Entwicklung der Innenstädte ein, und bei weitem nicht alle befinden sich im Einflussbereich der öffentlichen Hand. Genannt seien (nicht abschliessend):

- Allgemeine Bevölkerungs- und Wirtschaftsentwicklung
- Privater Immobilienmarkt (Wohnungen und Geschäftsflächen)
- Gesellschaftliche Entwicklungen, Veränderungen des Einkaufsverhaltens
- Strukturveränderungen im Detailhandel ('Textilisierung', Konzentration auf internationale Ketten)
- Regionale Veränderungen der Markt- und Konkurrenzsituation
- Verkehrs- und Parkplatzsituation
- Gestaltung des öffentlichen Raums
- Unternehmerische Entscheide einzelner, prägender Anbieter

Auch auf die Bieler Innenstadt wirken sämtliche diese Einflussfaktoren ein. Sie bewirken immer wieder sichtbare Veränderungen im Angebotsbild. Läden und Dienstleistungsflächen schliessen oder werden transformiert, andere siedeln sich neu in Biel an. Diese Veränderungsdynamik ist nach Ansicht des Gemeinderates nicht per se besorgniserregend, und ein minimaler Leerstand gut gelegener Flächen ist sogar notwendig für eine ständige Erneuerung des Angebotes in Anbetracht der sich wandelnden Konsumbedürfnisse. Eine Dramatisierung der Situation in Biel ist nach Ansicht des Gemeinderates insbesondere auch angesichts der nach wie vor relativ stabilen Flächenpreise nicht angezeigt. Überdies hält der Gemeinderat den Fokus der Motion auf die Frage des Parkplatzangebotes für nicht sachgerecht.

Dennoch teilt der Gemeinderat die Sorge der Motionäre im Hinblick auf die langfristige Entwicklung, denn gesellschaftliche Trends, insbesondere auch die Digitalisierung des Einkaufens, arbeiten nicht auf eine zusätzliche Unterstützung der Innenstädte hin. Nicht nur – aber auch nicht zuletzt – vor diesem Hintergrund hat der Gemeinderat in den letzten Jahren sektoriell auch immer wieder ausdrücklich in Innenstadt-Themen investiert und gedenkt dies weiterhin zu tun. Beispielhaft genannt seien die folgenden Initiativen:

- Attraktivierung des öffentlichen Raums: Verbreiterung der Trottoirs auf der Achse Zentralstrasse und Neugestaltung Bahnhofstrasse zwischen Guisanplatz und Zentralplatz.
- Schaffung von gegen 1000 neuen Parkplätzen in zentralen Parkierungsanlagen. Die zentralen Parkierungsanlagen leisten dabei einen wichtigen Beitrag zur Reduktion des Suchverkehrs in den Quartieren. Insbesondere das neue unterirdische Parking Kongresshaus mit rund 500 Plätzen und die damit einhergehende Gestaltung einer für ver-

schiedene Nutzungen zur Verfügung stehenden Freifläche und einer Grünzone werden die Qualität des öffentlichen Raums in der Innenstadt substanziell aufwerten.

- Gestaltungs- und Begleitmassnahmen zur Aufwertung des öffentlichen Raums im Stadtzentrum im Zusammenhang mit der Eröffnung des Parkings Manor.
- Parallel durchgeführte Revisionen der baurechtlichen Teilgrundordnung "Bözingenfeld-West" (in direktem Zusammenhang mit der Tissot Arena) sowie der Reglementierung der Arbeitszone zu Gunsten des Detailhandels (Verkauf) im Stadtzentrum.
- Projekt zur Neugestaltung des Neumarktplatzes.
- Bauliche und gestalterische Sanierung der Zentralstrasse zwischen Güterstrasse und Alexander-Schönistrasse; damit einhergehend Aufwertung der direkten Verbindung zum Zentralplatz resp. zur Nidaugasse und Bahnhofstrasse.
- Projekt Neugestaltung Bahnhofplatz; Aufwertung dieser bedeutenden Einfallsachse zur Innenstadt. Als Bestandteil dieses Projektes: substanzielle Verbreiterung der Gehsteige zwischen Bahnhofplatz und Guisanplatz.
- Projekt zur Erarbeitung eines neuen Beleuchtungskonzepts für die Nidaugasse/Bahnhofstrasse unter anderen mit dem Ziel einer Qualitätssteigerung des öffentlichen Raums.
- Verbesserung des Angebots an Velo-Abstellplätzen sowie Einführung und Weiterentwicklung von "velospot".
- Strassenreinigung in der Innenstadt in einem täglichen Rhythmus auch an den Wochenenden und Feiertagen.
- vielfältige Gestaltungen der Stadtgärtnerei in der Innenstadt.
- Innenstadtmarketing, bspw. mit der Gutschein-Publikation "Geniessen Sie Biel" in Zusammenarbeit mit den Bieler Innenstadtgeschäften/Restaurants, mit der Unterstützung des Einkaufsführers von City Biel-Bienne oder mit Fahnenkampagnen und eigener Weihnachtsbeleuchtung auf dem Zentralplatz
- Programm "Image Plus" zur Bekämpfung von Sprayereien mit rund 2'000 privaten Programmteilnehmern vor allem in der Innenstadt.
- Projekt "Prix Engagement" zur Erneuerung des Immobilienbestandes durch Private.
- SIP-Patrouillen zur Erhöhung des Sicherheitsgefühls im öffentlichen Raum.

Neben den vorstehend erwähnten baulichen Massnahmen erachtet der Gemeinderat auch zahlreiche andere Massnahmen zur Attraktivierung der Innenstadt mit Veranstaltungen für deren Image und deren Entwicklung als zentral. Oftmals werden entsprechende Initiativen von privater Seite gestartet und von der Stadt Biel unterstützt und bringen viele Leute ins Bieler Zentrum. Beispielhaft seien folgende Aktivitäten erwähnt:

- Freilichtvorführungen im Rahmen des Festival du Film Français d'Hélvétie
- Schubertiade von RTS 2
- Bauermarkt
- Seeländischer Musiktag mit Marschmusikdarbietungen
- "Flash Mob" und grosser Umzug im Rahmen des eidgenössischen Turnfestes
- Performances im Rahmen der Schweizerischen Plastikausstellung

Ein weiteres Anliegen des Gemeinderates ist es, die Innenstadt nicht nur als sog. "Neustadt" zu verstehen, sondern auch die Verbindung zur Altstadt herzustellen, welche nach seiner Auffassung ebenfalls zur Innenstadt gehört. Nach Auffassung des Gemeinderates sollte es möglich sein, eine sinnvolle Komplementarität über die künstliche Grenze der vielbefahrenen Kanalgasse zu realisieren. Ebenso werden auch in der Altstadt regelmässig Aufwertungsmassnahmen vorgenommen (bereits erfolgt Obergasse und Ring, aktuell in Ausführung untere Altstadt).

Der Gemeinderat ist der Ansicht, dass die Komplexität des Themas "Innenstadtattraktivierung" derart gross ist, dass es vorschnell wäre, aufgrund von Vermutungen und politischen Programmen sofort ein Aktionsprogramm zu starten. Vielmehr soll zuvor eine fundierte und

umfassende Bestandesaufnahme objektiv, sachbezogen und mit Quervergleichen zu anderen Städten aufzeigen, wo die Bieler Innenstadt steht, welches ihre Stärken, Schwächen, Bedrohungen und Chancen sind – und mit welchen Massnahmen welche Akteure (privat oder öffentlich) Beiträge für eine gute Entwicklung leisten können. Der Gemeinderat wird daher eine externe Analyse über Zustand und Perspektiven der Bieler Innenstadt in Auftrag geben.

Vor diesem Hintergrund beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, die Motion 20140292 in ein Postulat umzuwandeln und als erheblich zu erklären.

Biel, 4. März 2015

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage:
Motion 20140292

FDP
Die Liberalen

Vorstoss Nr./Interv. no: 140292
Termin GR/Délai CM: 4.3.2015
Direktion/Direction: PRA
Mitbericht/Corapport: FD, BEU

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Motion

Innenstadt-Attraktivierung II
(oder „Rettet die Innenstadt")

Der Gemeinderat wird aufgefordert,
1. **unverzüglich ein Programm zur Innenstadt-Attraktivierung zu starten und**
2. **die zur Umsetzung der Massnahmen notwendigen finanziellen Mittel bereit zu stellen.**

„Die Innenstadt als Ort zum Einkaufen, Erleben und Geniessen sieht sich zunehmender Konkurrenz durch Standorte in Aussenquartieren bzw. im Agglomerationsgürtel ausgesetzt. Insbesondere die Innenstadt als Einkaufsstandort steht in intensivem Wettbewerb mit den Einkaufszentren aus Fachmärkten auf der „grünen Wiese" im Raum Jura-Südfuss, die hinsichtlich Warenangebot und Erreichbarkeit die Innenstadt schon bald erreichen bzw. schon längst überholt haben.
In Biel erwächst der Innenstadt als Einkaufs- und Erlebnisort Konkurrenz durch die bevorstehende Eröffnung des Einkaufszentrum im Bözingenfeld durch Maus Frères SA im Jahr 1998."
Dies ist ein Auszug aus dem Schlussbericht der Aarproject AG „Attraktivierung Bieler Innenstadt 1996 – 2001".

Die Geschichte wiederholt sich. Die ganze Kraft wird auf den Bau (und späteren Betrieb) der neuen Stadien (mit den integrierten Fachmärkten) im Bözingenfeld konzentriert. Die bestehenden Einkaufszentren stehen wohl nicht mehr auf der „grünen Wiese", aber in den Aussenquartieren oder in Nachbarsgemeinden. Diese Einkaufszentren haben massiv aufgerüstet und ausgebaut – und offerieren nebenbei eine riesige Anzahl Parkplätze! In der Innenstadt werden wohl Parkhäuser gebaut – aber um diese (der Stadt gehörend) mit Kunden zu versorgen, werden die Aussenparkplätze mit System reduziert und die wenigen verbleibenden Kurzzeitparkplätze massiv verteuert. Ein grosser Auszug von Fachgeschäften und Gewerbebetrieben aus der Innenstadt hat in den letzten Jahren stattgefunden. Die Erosion ist schleichend – aber stetig. Ohne Gegenmassnahmen wird es wohl so weitergehen. Wir wollen keine tote Innenstadt!

Dieser Tendenz muss Einhalt geboten werden; eine Umkehr ist dringend notwendig. Der Gemeinderat wird daher aufgefordert, so schnell als möglich dem Stadtrat ein Konzept Innenstadt-Attraktivierung II vorzulegen und für die Umsetzung der notwendigen Massnahmen die dazu notwendigen finanziellen Mittel vorzusehen bzw. einzuplanen.

Biel, 15. Oktober 2014

Peter Moser

Cécile Wendling

pemo/privat/politik/sr_motion_innenstadt-attraktivierung

Anhang Nr. 6

Réponse

au postulat 20140336, Pablo Donzé, Groupe Les Verts, «Attractivité de la Ville comme employeuse»

Le postulat demande au Conseil municipal de présenter un rapport qui démontre quelles sont les mesures qu'il mettra en place pour regagner la confiance des collaborateurs et collaboratrices suite à la séparation de plusieurs cadres. Il demande également de présenter au Conseil de Ville un rapport sur la mise en œuvre à moyen et long terme des objectifs suivants:

- assurer l'engagement de personnes compétentes et qualifiées;
- assurer la qualité et l'attractivité de la Ville de Bienne en tant qu'employeuse;
- assurer des conditions de travail attractives et sûres à long terme, tant pour les cadres que pour leurs collaborateurs et collaboratrices;
- soutenir les cadres dans l'accomplissement de leurs tâches et leur intégrité;
- éviter une fluctuation trop importante du personnel.

Il demande également au Conseil municipal de rendre compte de l'évolution du personnel (fluctuations et profils des employés) et de la satisfaction des collaborateurs et collaboratrices dans les différentes directions depuis le début de la législature.

Pour certains des objectifs mentionnés ci-dessus, le Conseil municipal a déjà mis des mesures en place. Les cadres ont par exemple été invités à suivre des formations internes, afin d'optimiser les processus de sélection et de recrutement du personnel (2011). Ces formations ont été suivies à différents niveaux hiérarchiques et ont été bien reçues. En 2012 le programme de formation de l'Administration de la Ville de Bienne a été remanié et complété par une offre plus spécifique dans le domaine du management et de la conduite du personnel. De plus le Conseil municipal a validé fin 2012 un concept de développement du personnel comportant 5 axes stratégiques, dont le développement des compétences managériales, le développement de la culture d'entreprise, la proposition d'une offre attractive en matière de développement du personnel et la proposition de modèles qui permettent de concilier vie privée – vie professionnelle. Le Conseil municipal a, depuis le début de la nouvelle législature en 2013 initié un développement de conduite et de culture avec les cadres. Ces mesures ont été poursuivies au sein de chaque direction et une charte des valeurs pour la conduite du personnel sera établie et validée par le Conseil municipal d'ici à l'été 2015. La mise en œuvre de la charte des valeurs sera lancée en automne 2015. Par ailleurs, la Mairie (Département du personnel) a lancé en mars 2015 une enquête au sein des Directions municipales, pour d'une part évaluer les prestations rendues par le Département du personnel et, d'autre part pour enquêter sur les besoins et les attentes actuelles et futures envers les services des ressources humaines.

Parallèlement à cela, un des objectifs principal du projet actuellement en cours sur la révision du système salarial et du règlement du personnel est l'attractivité de la Ville de Bienne en tant qu'employeuse. Des mesures sont proposées dans le rapport que le Conseil municipal a adressé au Conseil de ville à ce sujet.

La satisfaction des collaborateurs et collaboratrices est importante pour le Conseil municipal, c'est pourquoi il propose d'adopter le postulat et de rendre compte des différents points dans un rapport à l'attention du Conseil de ville.

Bienne, le 25 mars 2015

Au nom du Conseil municipal

Le maire: Le vice-chancelier:

Erich Fehr Julien Steiner

Annexe(s): postulat 20140336

Vorstoss Nr./Motion no. 140336
Termin/Délai 25.03.2015
Direktion/Direction FRA
Mitbericht/Corapport.

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Postulat – Attractivité de la Ville comme employeur

Le Conseil municipal prend les mesures nécessaires pour:

- assurer l'engagement de personnes compétentes et qualifiés;
- assurer la qualité et l'attractivité de la Ville de Bienne en tant qu'employeurs;
- assurer des conditions de travail attractives et sûres à long terme, tant pour les cadres que pour leurs collaborateurs;
- soutenir les cadres dans l'accomplissement de leur tâche et leur intégrité;
- éviter une fluctuation trop importante du personnel.

Il présente un rapport dans lequel il démontre quelles mesures il met en place à court terme pour regagner la confiance des collaborateurs suite à la séparation de plusieurs cadres.

Il présente un rapport au Conseil de ville sur la mise en œuvre à moyen et long terme des objectifs énumérés ci-dessus.

De plus, il rend compte de l'évolution du personnel (fluctuations et profils des employés) et de la satisfaction des collaborateurs dans les différentes directions depuis le début de la législature.

Le climat de méfiance actuel ainsi que les événements récents touchant la direction de l'action sociale et la sécurité font douter de la sérénité avec laquelle le Conseil municipal gère le personnel de l'administration.
La Ville de Bienne est un employeur important. Il est indispensable que le personnel soit davantage pris en considération et que le Conseil municipal tire les enseignements nécessaires pour regagner la confiance des collaborateurs.

Biel/Bienne, le 20 novembre 2014

Pour le groupe Les Verts,
Pablo Donzé.

Anhang Nr. 7

Beantwortung

der Interpellation 20140367, Urs Känzig-Schoch, Fraktion Grüne, «Veloverkehr – ist Biel immer noch ein Vorbild?»

Der Autor des vorliegenden parlamentarischen Vorstosses bezieht sich auf die Aktualisierung des Velo-Konzeptes (oder Massnahmenplans) der Stadt Biel aus dem Jahre 1998 und die Umsetzung der Massnahmen zur Förderung des Veloverkehrs.

Vor der Beantwortung der Fragen möchte der Gemeinderat die Situation kurz zusammenfassend darstellen:

I. Zusammenfassung der allgemeinen Situation

Die Förderung des Veloverkehrs ist in der Stadt Biel seit fast dreissig Jahren Bestandteil der städtischen Verkehrspolitik. Dabei geht es nebst Umweltschutzanliegen nach Auffassung des Gemeinderates auch darum, namentlich Jugendliche vermehrt für Bewegung zu gewinnen und damit zur Gesundheitsförderung beizutragen. Nach der Annahme des Velokredites 1986 wurde das generelle Konzept Zweiradverkehr und der Richtplan Radwegverbindung See-Länggasse (VSL) erarbeitet. 1998 wurde die Veloplanung der Stadt Biel überarbeitet, ein Massnahmenplan Velo erstellt und Sofortmassnahmen realisiert. Der Massnahmenplan wurde vier Mal überarbeitet, zuletzt 2009. Weitere Meilensteine waren die Verbesserung der Veloabstellplätze (u.a. die Velostation) sowie die Schaffung der Fachstelle Langsamverkehr. Zusätzlich zur Verbesserung der Verkehrssicherheit wurden Angebote zur Förderung des Velo- und Langsamverkehrs entwickelt (Velonetzplan (2008) für die Bevölkerung, Veloverleihsystem (2012), Hauslieferdienst (2011), verschiedene Aktionen und Programme im Rahmen des Mobilitätsmanagementprogrammes *mobiclick* (seit 2010), direkte Meldeplattform für Gefahrstellen "velophone" (2013)).

Nun sind in der Region Biel Verkehrsanlagen geplant, die wesentliche Auswirkungen auf die Veloinfrastruktur haben. Gemeinsam mit der Abteilung Infrastruktur, der Gemeinde Nidau und den Planungsbüros planum biel ag und IC Infraconsult AG erarbeitet die Abteilung Stadtplanung derzeit einen Velonetzplan für Biel. Der Velonetzplan soll die Velorouten in unterschiedlichen Zuständen der geplanten oder sich im Bau befindlichen Grossprojekten A5-Umfahrung und Regiotram zeigen. Er unterstützt somit die Behörden bei der Umsetzung von zielgerichteten Veloinfrastrukturmassnahmen, besonders bei Fragen zur Linienführung von Hauptrouten und den nötigen Veloinfrastrukturmassnahmen im Bereich der erwähnten Grossprojekte. Der Velonetzplan zeigt den Netzzusammenhang, die Anforderungen an die Routen und weist auf vordergründig erkennbare, schwerwiegende Problemstellen hin, damit diese in der Planung und Umsetzung berücksichtigt werden.

Auch die strategische Planung des Veloverkehrs wurde auf der Ebene der Agglomeration in den Richtplan der Regionalen Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzepte (RGSK) Biel-Seeland (2012) integriert.

Der Stadtrat genehmigte zudem an seiner Sitzung vom 18. Dezember 2014 die Städte-Initiative «zur Förderung des Fuss- und Veloverkehrs sowie des öV» und das vom Gemeinderat in Zusammenarbeit mit den Initianten erarbeitete Reglement (SGR 761.8). Die Städte-Initiative zur Förderung des Fuss- und Veloverkehrs sowie des öV hat zum Ziel, eine Trendwende in der allgemeinen Nutzung der Verkehrsmittel zugunsten der umweltfreundlichen, sicheren und gesunden Verkehrsarten herbeizuführen. Das Reglement zur Förderung des Fuss- und Veloverkehrs sowie des öV formuliert als Zielsetzung die Begrenzung des motorisierten Verkehrsaufkommens. Zur Zielerreichung werden im

Reglement verschiedene Handlungsfelder definiert. Diese betreffen nicht nur rechtliche Aspekte, Planungsfragen, bauliche und betriebliche Maßnahmen, sondern auch die Beratung, Ausbildung und Öffentlichkeitsarbeit.

Hinsichtlich der Verkehrsentwicklung und des Veloverkehrs stellt sich der Gemeinderat die Frage, welche statistischen Datenquellen von den Interpellanten verwendet wurden. Unseres Wissens nach liegen derzeit keine Zahlen zur Modalwahl in der Stadt Biel vor. Der Mikrozensus liefert lediglich Hinweise zur Modalwahl der Bewohnerinnen und Bewohner der Agglomeration (Mikrozensus Mobilität und Verkehr 2010).

II. Beantwortung der Fragen der Interpellation 20140367

1. *Plant er [der Gemeinderat] die Aktualisierung des zumindest teilweise überholten Velokonzepts von 1998?*

   Es ist nicht vorgesehen, den Massnahmenplan aus dem Jahre 1998 zu aktualisieren. Dieser entspricht nicht mehr den derzeitigen Bedürfnissen. Zwischenzeitlich wurden andere Planungsinstrumente entwickelt, die den Massnahmenplan von 1998 abgelöst haben. Hierbei handelt es sich insbesondere um den Velonetzplan und den Richtplan RGSK.

2. *Wie will er ein "friedliches Mit- und Nebeneinander" von Velo und MIV sicherstellen?*

   Um ein friedliches Miteinander aller Verkehrsteilnehmer sicherzustellen, müssen deren Bedürfnisse bereits im Vorfeld des Planungsprozesses bei der Strassensanierung oder der Erstellung eines neuen Strassenabschnitts berücksichtigt werden. Mehrere Optimierungsmassnahmen für vorhandene Strassenabschnitte wurden daher bereits eingeleitet (siehe Antwort auf Frage 4). Der Velonetzplan, als Arbeitsinstrument, definiert die Velorouten und unterstützt die Behörden bei der Umsetzung von zielgerichteten Veloinfrastrukturmassnahmen. Der Velonetzplan ist Grundlage für Richtpläne und Projekte. Die Fachstelle Langsamverkehr soll ausserdem bei allen für den Fuss- und Veloverkehr wesentlichen Geschäften beigezogen werden (SGR 761.8).

3. *Wie soll das künftige Veloroutennetz aussehen, auch unter Beachtung der 8-80-Regel?*

   Die im Netzplan bezeichneten Routen sind für Velofahrende besonders geeignete Verbindungen mit einem hohen Potenzial und weisen folgende Merkmale auf:
   - durchgehend und zusammenhängend
   - direkte Verbindungen der wichtigen Ziel- und Quellorte
   - sicher befahrbar von geübten und ungeübten Velofahrenden
   - möglichst auf eigenen Wegen oder auf Motorfahrzeug armen Strassen

   Er unterscheidet Haupt- und Komfortrouten. Die Komfortrouten sollen insbesondere auch ungeübten Velofahrenden dienen und Familien mit Kindern ein Nebeneinanderfahren ermöglichen.

4. *Wie will er sicherstellen, dass das prognostizierte Wachstum des MIV vom ÖV sowie Fuss- und Veloverkehr aufgefangen wird (Inhalt des RGSK Biel-Seeland 2012)?*

   Mehrere Massnahmen werden im Richtplan / RGSK Biel-Seeland festgelegt. Das Agglomerationsprogramm Biel/Lyss der 2. Generation und der Richtplan linkes Bielerseeufer sind im Richtplan / RGSK Biel-Seeland integriert. Diese sowie weitere mit Neugestaltungs- oder Infrastrukturentwicklungsmassnahmen für den öffentlichen Verkehr in Zusammenhang stehende Projekte haben folgendes zum Ziel:

   - Verbesserung der Infrastruktur für Zweiradabstellplätze
   - Sicherung der Velorouten
   - Verbesserung der intermodalen Schnittstellen zur Förderung der kombinierten Mobilität
   - Sicherung und Erhöhung der Attraktivität der Fussgängerwege

- Verkehrsberuhigung in den Quartieren zur Sicherung und Förderung des Langsamverkehrs
- Verbesserung der Geschwindigkeit (Busbevorzugung) und der Infrastrukturen des öffentlichen Verkehrs
- Realisierung neuer Achsen für den öffentlichen Verkehr

Eine weitere wichtige Stossrichtung der Arbeit der Stadt besteht in der Umsetzung der verkehrlichen flankierenden Massnahmen (vfM) A5. Ziel dieser Massnahmen ist die langfristig noch stärkere Entlastung des gesamten städtischen Verkehrsnetzes in Biel durch die Umfahrungsstrasse A5. Diese Massnahmen sollen gezielt die Kapazitäten sowie die Durchlässigkeit des Verkehrsnetzes reduzieren und gleichzeitig die Verkehrsbedingungen für die Fahrzeuge des öffentlichen Verkehrs, Fussgängerinnen/Fussgänger und Velofahrerinnen/Velofahrer verbessern.

Zur selben Zielerreichung werden im Reglement zur Förderung des Fuss- und Veloverkehrs sowie des öV verschiedene Handlungsfelder definiert. Diese betreffen nicht nur rechtliche Aspekte, Planungsfragen, bauliche und betriebliche Maßnahmen, sondern auch die Beratung, Ausbildung und Öffentlichkeitsarbeit.

5. *Wie will er sicherstellen, dass die in der Städteinitiative angestrebte Veränderung des Modalsplits auch tatsächlich erreicht wird?*

   Das Reglement zur Förderung des Fuss- und Veloverkehrs sowie des öV formuliert als Zielsetzung die Begrenzung des motorisierten Verkehrsaufkommens. Zur Sicherstellung dieser Zielerreichung, s. Antwort zu Frage 4.

6. *Wie will er die Koordination mit den verkehrlich flankierenden Massnahmen zur Umfahrung Biel sicherstellen?*

   Die Ausarbeitung der Velorouten ist integraler Bestandteil der verkehrlichen flankierenden Massnahmen A5. Der bestehende Velonetzplan soll hier als Referenzrahmen für die Entwicklung von Projekten zur Neugestaltung von Strassenräumen im Zusammenhang mit den vfM dienen. Darüber hinaus sieht der städtebauliche Richtplan A5 Westast vor, dass die Planung des Velo- und Fussgängerverkehrs parallel zur Durchführungsstudie und den Nutzungsplänen erfolgen soll, die im Rahmen der städtebaulichen Begleitplanung des A5 Westasts verabschiedet werden, so dass die durch den Bau der Nationalstrasse verursachten Änderungen im Verkehrsnetz für den Langsamverkehr angemessen berücksichtigt werden.

Biel, 25. März 2015

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Erich Fehr

Vize-Stadtschreiber: Julien Steiner

Beilage: Interpellation 20140367

15.12.2014

Vorstoss Nr./Interv. no: 140367
Termin GR/Délai CM: 22.4.2015
Direktion/Direction: PRA
Mitbericht/Corapport: BEU

GRÜNE LES VERTS Biel/Bienne

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Interpellation

Veloverkehr – ist Biel immer noch ein Vorbild?

Das Velo muss für Schul- und Arbeitsweg und Freizeit für alle Altersgruppen weiterhin und in Zukunft vermehrt eine valable Alternative sein. Dazu braucht es direkte, sichere und attraktive Veloverbindungen im ganzen Stadtgebiet.

Mit seinem Velokonzept war Biel Vorbild für andere Schweizer Städte und erhielt 2005 den Prix Velo. Viele der im Konzept vorgesehenen Massnahmen wurden zügig umgesetzt, andere warten immer noch auf ihre Realisierung. Parallel dazu hat sich Biel weiterentwickelt (z.B. Drahtwerke, Bözingenfeld, Renferareal, Möösli), es wurden diverse (städte)bauliche Veränderungen vorgenommen oder sind im Gang (z.B. Esplanade, Gygaxareal). Durch das stetige Bevölkerungs- und Wirtschaftswachstum in den letzten Jahren hat auch der motorisierte Verkehr zugenommen. In Biel wird viel Velo gefahren, doch ist der Anteil des Motorfahrzeugverkehrs im schweizerischen Vergleich sehr hoch. Nur in Lugano wird noch etwas mehr Auto gefahren als in Biel. Und Lugano gehört diesbezüglich zur europäischen Spitzengruppe.

Das Velokonzept von 1998 wurde periodisch angepasst, bedarf aber heute einer grundlegenden Überarbeitung. Dies zeigt sich exemplarisch an der Veloroute See-Längasse. Diese müsste unbedingt bis ins Bözingenfeld mit seinen Arbeitsplätzen, Einkaufsmöglichkeiten und Freizeitangeboten verlängert werden. Zudem haben Eingriffe zu Gunsten des motorisierten Verkehrs dazu geführt, dass Sicherheit, Komfort und Attraktivität hier, aber auch andernorts massiv an Qualität eingebüsst haben. Kurz: die im Velokonzept von 1998 angestrebte Koexistenz zwischen Velo und MIV ist zumindest teilweise verloren gegangen; auf das Velo getrauen sich nur noch geübte Velofahrer; die schwächeren und ungeübten werden verdrängt oder es wird ihnen gar verboten, Velo zu fahren (Schulkinder).

In den letzten Jahren setzt sich die „8 bis 80"-Regel immer stärker durch; ihr Ziel ist die menschorientierte Gestaltung des öffentlichen Raumes. Überträgt man diese Regel auf die Veloplanung, so müssen bei der Bearbeitung folgende Punkte beachtet werden: 1. sich ein 8-jähriges Kind vorstellen, 2. sich eine 80-jährige Person vorstellen und 3. sich die Frage stellen, ob man diese Personen bedenkenlos mit dem Velo gemeinsam auf der projektierten Infrastruktur fahren lassen würde. Wenn man die Frage guten Gewissens mit «ja» beantworten kann, dann ist die Infrastruktur sicher; wenn nicht, muss das Projekt verbessert werden. Dies ist eine wesentliche Voraussetzung, um den Anteil des Veloverkehrs am Gesamtverkehr erhöhen zu können – wie es z. B. die Städteinitiative anstrebt.

Der Gemeinderat wird deshalb um die Beantwortung folgender Fragen gebeten:

(1) Plant er die Aktualisierung des zumindest teilweise überholten Velokonzepts von 1998?
(2) Wie will er ein „friedliches Mit- und Nebeneinander" von Velo und MIV sicherstellen?
(3) Wie soll das künftige Veloroutennetz aussehen, auch unter Beachtung der 8-80-Regel?
(4) Wie will er sicherstellen, dass das prognostizierte Wachstum des MIV vom öV sowie Fuss- und Veloverkehr aufgefangen wird (Inhalt des RGSK Biel-Seeland 2012)
(5) Wie will er sicherstellen, dass die in der Städteinitiative angestrebte Veränderung des Modalsplits auch tatsächlich erreicht wird?
(6) Wie will er die Koordination mit den verkehrlich, flankierenden Massnahmen zur Umfahrung Biel sicherstellen?

Urs Känzig-Schoch
Grüne Fraktion

25

Anhang Nr. 8

Beantwortung

der Interpellation 20140369, Urs Känzig, Fraktion Grüne, "Natur und Landschaft: Biel macht seine Hausaufgaben!"

Die Interpellanten möchten wissen, wie es mit der Umsetzung des 2004 erlassenen Landschaftsrichtplans und des dazugehörigen Massnahmenplans steht.

Die in der Interpellation gestellten Fragen kann der Gemeinderat wie folgt beantworten:

1. *Welche Inhalte des Landschaftsrichtplans und des Massnahmenprogramms – ausser der ALG-Aufwertung im Mettmoos – wurden bisher umgesetzt und welche sind in Umsetzung?*

Das Massnahmenblatt A-02 aus dem Richtplan Landschaft wurde umgesetzt wie vorgeschlagen: Eine Arbeitsgruppe Landschaft, bestehend aus Vertreterinnen und Vertretern der Stadtverwaltung (Liegenschaften, Stadtgärtnerei und Dienststelle Umwelt), der Burgergemeinde Biel, des Landschaftswerks Biel-Seeland und – nach Bedarf – aus zusätzlichen externen Fachleuten, trifft sich ein- bis zweimal jährlich. Diese Arbeitsgruppe ist eine Austauschplattform für Eigentümer/Auftraggeber und Ausführende und sorgt, basierend auf ein jährlich aktualisiertes Arbeitsprogramm, für die Umsetzung und Kontrolle der Pflegemassnahmen aus den Massnahmenblättern B (respektive Objektblättern).

Beispiele von Pflegemassnahmen aus den Massnahmenblättern B sind die umgesetzten Trockenmauersanierungen im Ried (Paul-Robert-Weg), Wildermeth und Falbringen sowie Daueraufgaben wie Heckenpflegearbeiten, Alleebaumpflanzungen und Baumstandortsanierungen, Mäharbeiten, Entbuschungen, Beweidungen, Neophytenbekämpfung, Wald- und Waldrandpflege und so weiter.

Die minimalen Grünflächenziffern aus dem Massnahmenblatt A-04 wurden im städtischen Baureglement für verschiedene Stadtteile festgehalten. Diese Vorgaben werden im Baubewilligungsverfahren respektiert.

Das Massnahmenblatt A-06 zur Kommunikation des Richtplaninhaltes wurde umgesetzt, als der Richtplan Landschaft genehmigt wurde.

Die im Massnahmenblatt A-07 verlangte regionale Koordination wurde umgesetzt, indem der Richtplan Siedlung und Verkehr der Agglomeration Biel, respektive der Richtplan Regionales Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzept (RGSK), die essentiellen strategischen Elemente des Landschaftsrichtplans integrierte.

Im Projekt A5-Umfahrung Ost-Ast sowie beim Vollanschluss Orpund werden, gemäss Massnahmenblatt A-08, lokale ökologische Ausgleichsmassnahmen vorgeschlagen.

Für Projekte, die den Wald tangieren, sowie beispielsweise bei der Erweiterung des Steinbruchs Vorberg, wird das Amt für Wald des Kantons Bern (KAWA) beigezogen (Massnahmenblatt A-10).

In Anlehnung an die Biodiversitätsstrategie Schweiz aus dem Jahr 2012 sieht die Direktion Bau, Energie und Umwelt vor, die naturnahe Gestaltung und Unterhalt der öffentlichen – und anschliessend auch der privaten – Grünflächen zu fördern. Geprüft werden unter anderem die Darstellung der Grünflächen – Hecken und Baumalleen inklusive – in einem Kataster (Massnahmen A-01 und A-05), die Erarbeitung und Anwendung von umweltgerechten Schutz- und Pflegekonzepten – inklusive die Weiterbildung der städtischen Mitarbeitenden – (Massnahmen A-03 und A-05) sowie die Sensibilisierung von Privateigentümerinnen

und -eigentümern bezüglich der naturnahen Gestaltung und Pflege ihrer Grünflächen (Massnahme A-09). Alle diese Massnahmen werden geprüft und sollen in den nächsten Jahren im Rahmen der vorhandenen Kapazitäten umgesetzt werden.

2. *Wurden seit 2004 neue Massnahmen in den Massnahmenplan aufgenommen?*

Im Massnahmenplan Freiflächen-Landschaft wurden seit 2004 keine neuen Massnahmen aufgenommen.

3. *Zu Gunsten welcher Vorhaben wurde der Landschaftsrichtplan seit 2004 angepasst?*

Es wurden bisher keine Anpassungen vorgenommen. Vor ein paar Jahren bestand die Absicht, den Bieler Richtplan Landschaft durch den Richtplan Siedlung und Verkehr der Agglomeration Biel, respektive den Richtplan RGSK zu ersetzen. Folgende strategischen Elemente wurden dazu im Richtplan RGSK integriert:

- Massnahme C4: Vernetzung der siedlungsprägenden Grünräume.
- Massnahme C5: Vorranggebiete Natur und Landschaft erhalten und verstärken.
- Massnahme C6: Erhaltung, Förderung und Entwicklung der ökologischen Vielfalt und der regionaltypischen Kulturlandschaften.

Der zum Richtplan Landschaft gehörende Massnahmenkatalog sollte durch Massnahmen im Freiraumkonzept (Teil des Sicherheitskonzeptes) ersetzt werden, was bisher mangels Erstellung dieses Freiraumkonzeptes noch nicht geschah. Neu sollen Massnahmen zur naturnahen Gestaltung und Unterhalt der öffentlichen Grünflächen erarbeitet und umgesetzt werden (siehe Beantwortung zu Frage 1).

4. *Wie beurteilt der Gemeinderat die Auswirkungen der Richtplananpassungen auf dessen ursprüngliche Zielsetzungen?*

Siehe Antwort auf Frage 2. Es gibt keine Anpassungen.

5. *Wie beurteilt der Gemeinderat den Erfüllungsgrad seines gesetzlichen Auftrags gemäss Art. 16 des kantonalen Naturschutzgesetzes?*

Art. 16 des kantonalen Naturschutzgesetzes betraut die Gemeinden mit dem Vollzug der Naturschutzgesetzgebung auf lokaler Ebene. Die Gemeinden sollen demnach die schutzwürdigen Gebiete und Objekte von lokaler Bedeutung mittels den erforderlichen Verfügungen oder Vereinbarungen über die Erhaltung, Nutzung und Bewirtschaftung sichern.

Die Gemeinde Biel hat bisher auf verschiedene Weise schutzwürdige Gebiete gesichert:

- Im Richtplan Landschaft wurden kommunale Landschaftsschutzgebiete – mit Unterhaltsplan – ausgeschieden, nämlich Berghaus, Ried, Taubenloch, Schützenhaus, Frölisberg und Mettmoos (Ruderalfläche).
- Bauherren von grösseren Bauvorhaben, welche auf Grund der gesetzlichen Grundlagen ökologischen Ersatz und Ausgleich erfordern (Art. 18 Natur- und Heimatsschutzgesetz, Art. 5 Waldgesetz, Art. 24 Raumplanungsgesetz), sind verpflichtet, ökologische Aufwertungsprojekte und/oder Schutz- und Unterhaltsmassnahmen, meistens während mehreren Jahren, umzusetzen. Mehrere schützenswerte Flächen konnten so langfristig gesichert werden. Beispiele hierfür sind unter anderen die Wytweiden auf dem

Bözingenberg und die Schaffung neuer Trockenwiesen (ökologische Ersatzmassnahmen für den Steinbruch Vorberg) sowie die Offenlegung von Gewässern und Amphibienfördermassnahmen im Rahmen der A5-Umfahrung.

- Der aktualisierte Teilrichtplan ökologische Vernetzung ist seit April 2014 in Kraft. Ziel ist es, mehr ökologisch wertvolle Landwirtschaftsflächen zu schaffen und diese miteinander zu vernetzen. Bisher wurden sechs Landwirte beraten, wodurch in Biel zusätzliche extensiv genutzte Wiesen und Weiden, sowie Hecken und Hochstammobstbäume entstanden sind. Der ökologische Unterhalt dieser Flächen wurde mittels Vereinbarungen gesichert. Weitere Beratungen sind geplant.

Mit dem neuen Projekt zur naturnahen Gestaltung und Unterhalt der öffentlichen Grünflächen erhofft der Gemeinderat, noch mehr ökologisch schutzwürdige Flächen zu sichern und somit den Erfüllungsgrad der kommunalen gesetzlichen Aufgaben weiter zu steigern.

Biel, 22. April 2015

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage:

- Interpellation 20140369

Vorstoss Nr./Interv. no: 140369
Termin GR/Délai CM: 22.4.2015
Direktion/Direction: BEU
Mitberatung/Corapport:

GRÜNE
LES VERTS
Biel/Bienne

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

22.11.2014

Interpellation

Natur und Landschaft: Biel macht seine Hausaufgaben!

In der Strategie Biodiversität Schweiz hat der Bundesrat 2012 u.a. folgende strategisches Ziel festgelegt: „Förderung der Biodiversität im Siedlungsraum" und detaillierter: „Die Biodiversität im Siedlungsraum wird bis 2020 so gefördert, dass der Siedlungsraum zur Vernetzung von Lebensräumen beiträgt, siedlungsspezifische Arten erhalten bleiben, der Bevölkerung das Naturerlebnis in der Wohnumgebung und im Naherholungsgebiet ermöglicht wird". Der zur Bundesstrategie gehörende Aktionsplan Biodiversität wird vom Bundesrat voraussichtlich im Sommer 2015 in Kraft gesetzt. Er wird von den Kantonen und Gemeinden konkrete Umsetzungsmassnahmen fordern.

Der Kanton Bern hat 2014 mit den Vorbereitungsarbeiten für die Umsetzung der Bundesstrategie begonnen. Auch den Kommunen wird eine wichtige Rolle zukommen. Dies tönt nach neuen Aufgaben für die Gemeinden und Städte. Dem ist aber nicht so, wie in Artikel 16 des kantonalen Naturschutzgesetzes nachzulesen ist. Die Gemeinden sind seit 1992 für den Vollzug der Naturschutzgesetzgebung auf lokaler Ebene zuständig.

Auf der Website der Stadt Biel ist denn auch unter dem Stichwort „Natur und Landschaft" Interessantes zu lesen: „In einer Stadt müssen Grünflächen besonders sorgfältig erhalten und gepflegt werden. Trotz Verdichtung und starker Bautätigkeit muss genügend Raum für die Erholung und als Lebensraum für Tiere und Pflanzen erhalten bleiben. Der Vernetzung kommt dabei eine zentrale Rolle zu. In Biel gibt es einen Landschaftsrichtplan mit zahlreichen Massnahmen zur Aufwertung und Erhaltung von Grünräumen. Die Umsetzung wird durch eine Begleitgruppe sichergestellt, in der die Stadtverwaltung, das Landschaftswerk und die Burgergemeinde Biel zusammen arbeiten."

Wie steht es aber tatsächlich mit der Umsetzung des 2004 erlassenen Landschaftsrichtplans und des dazugehörigen Massnahmenplans *Freiflächen-Landschaft*? Seit dem Umweltbericht 2005/2006 gibt dazu keine Informationen mehr. Bekannt ist lediglich, dass der Richtplan mehrfach abgeändert wurde und dass es Bestrebungen zu seiner Aufhebung gab.

Der Gemeinderat wird deshalb um Beantwortung folgender Fragen gebeten:

(1) welche Inhalte des Landschaftsrichtplans und des Massnahmenprogramms - ausser der ALG-Aufwertung im Mettmoos - wurden bisher umgesetzt und welche sind in Umsetzung?
(2) wurden seit 2004 neue Massnahmen in den Massnahmenplan aufgenommen?
(3) zu Gunsten welcher Vorhaben wurde der Landschaftsrichtplan seit 2004 wie angepasst?
(4) wie beurteilt der Gemeinderat die Auswirkungen der Richtplananpassungen auf dessen ursprünglichen Zielsetzungen?
(5) wie beurteilt der Gemeinderat den Erfüllungsgrad seines gesetzlichen Auftrags gemäss Art. 16 des kantonalen Naturschutzgesetzes?

Urs Känzig-Schoch
Grüne Fraktion

29

Anhang Nr. 9

Beantwortung

des überparteilichen Postulates 20150035, Sandra Gurtner-Oesch, GLP, Natasha Pittet, PRR «Betreuungsgutscheine für die familienergänzende Kinderbetreuung im Vorschulalter»

Das Postulat verlangt vom Gemeinderat, die Einführung von so genannten Betreuungsgutscheinen zu prüfen und dazu einen Vorgehensplan zu erstellen. Die Betreuungsgutscheine sollen an Eltern abgegeben und sowohl bei städtischen als auch bei privaten Kindertagesstätten eingelöst werden können. Der Plan soll sich an den Erfahrungen der Städte Luzern und Bern orientieren. Im Herbst 2015 werden die Resultate der Evaluation des Testbetriebs in der Stadt Bern erwartet. Begründet wird das Anliegen mit der Wahlfreiheit für die Eltern und dem zu knappen Angebot an Betreuungsplätzen in der Stadt Biel.

Für eine Einführung von Betreuungsgutscheinen in der Stadt Biel sind die rechtlichen kantonalen Grundlagen wesentlich bzw. eine Revision der Verordnung über die Angebote zur sozialen Integration erforderlich. Zurzeit ist nur die Stadt Bern berechtigt, im Rahmen eines Pilotversuchs die Subjektfinanzierung zu erproben. Die anderen Gemeinden im Kanton Bern müssen sich weiterhin an die Gesetzgebung gemäss ASIV halten. Im Herbst 2015 werden erste Resultate der Evaluation des Stadtberner Modells erwartet. Die Direktion Bildung, Kultur und Sport hat bereits mit der Stadt Bern diesbezüglich Kontakt aufgenommen.

In der Stadt Luzern und in der Stadt Bern werden Betreuungsgutscheine vergeben. In beiden Städten war der Systemwechsel mit einer Erhöhung der finanziellen Mittel verbunden. Dies führte insbesondere in der Stadt Luzern zur Schaffung von zusätzlichen Kitaplätzen. Das dortige Angebot entspricht daher ungefähr der bestehenden Nachfrage.

Aufgrund der oben stehenden Ausführungen beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, das überparteiliche Postulat 20150035 als erheblich zu erklären.

Biel, 13. Mai 2015

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage(n)
- Postulat 20150035

Vorstoss Nr./Interv. no: 150035
Termin GR/Délai CM: 13.5.2015
Direktion/Direction: BKS
Mitbericht/Corapport: FiD, DSS

Postulat

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Betreuungsgutscheine für die familienergänzende Kinderbetreuung im Vorschulalter

Wir fordern den Gemeinderat auf, für folgende Massnahme einen Vorgehensplan zu skizzieren:

1. Die Vorbereitung und Einführung des Modells mit Betreuungsgutscheinen für die externe Kinderbetreuung. Diese orientiert sich an den Erfahrungen der Städte Bern und Luzern und sieht folgende Punkte vor:
   a. Schaffung der Möglichkeit, die Betreuungsgutscheine sowohl bei privaten als auch bei städtischen KITAs einzulösen;
   b. Abklärung, ob die Betreuungsgutscheine auch für Tageseltern (Tageselternverein) eingesetzt werden können;
   c. Die Gesamtsumme an Gutscheinen zu Beginn des Projekts als Summe aus den kantonalen Subventionen, die für die Stadt Biel eingesetzt werden, zuzüglich dem Budget der Stadt Biel für die bisherigen Aufwendungen für Kitas festzusetzen (=Beschränkung auf vorhandene Mittel);
   d. Die Abgabe von Gutscheinen von der Erwerbs- bzw. Ausbildungstätigkeit der Eltern abhängig zu machen (analog Pilotprojekt Luzern). In begründeten Ausnahmefällen, insbesondere, wenn für ein Kind ein besonderer Förderungsbedarf ausgewiesen ist, kann der Gemeinderat Ausnahmen auch für Kinder von nicht erwerbtätigen Eltern vorsehen.

Begründung

Eltern sollen frei wählen können, ob sie ihr Kind ausschliesslich selber oder in Kombination mit familienexterner Betreuung betreuen wollen. Die familienexterne Kinderbetreuung spielt sowohl im Bereich der Chancengleichheit als auch volkswirtschaftlich eine wichtige Rolle: Einerseits sollen Eltern die Möglichkeit haben, sich nicht zwischen Erwerb und Familie entscheiden zu müssen, sondern beides vereinen zu können. Andererseits ist bekannt, dass sich staatliche Investitionen in professionelle frühkindliche Betreuung lohnen, da der volkswirtschaftliche Nutzen langfristig grösser ausfällt, als die Kosten.

Eltern sollen aussuchen können, ob, und wenn ja wo, sie ihre Kinder betreuen lassen wollen (sei es in einer privaten oder einer städtischen KITA). Gesunder Wettbewerb zwischen den KITAs fördert nicht nur die Qualität der Betreuung, sondern schafft auch ein vielfältigeres Angebot, das es den Eltern erlaubt, eine Institution auszusuchen, die ihren Bedürfnissen am besten entspricht. Damit Eltern tatsächlich die Wahlfreiheit haben, braucht es eine Umlagerung der Subventionen von den Anbietern/Institutionen zu den nachfragenden Eltern (sog. Subjekt- statt Objektfinanzierung). Dies kann mittels der Vergabe von Gutscheinen erreicht werden. Der Gutschein wird von der öffentlichen Hand ausgegeben. Er kann von der gewählten Betreuungseinrichtung bei der Stadt eingelöst werden. Für private Anbieter wird es somit attraktiv, ein entsprechendes Angebot zu schaffen, weil sie nun nicht mehr in direkter Konkurrenz zu den subventionierten Krippen stehen. Zusätzliche Plätze werden so freiwillig geschaffen, weil es einen Markt dafür geben wird.

Daher unterstützt der Bund Pilotprojekte zur Einführung von Betreuungsgutscheinen finanziell, im Rahmen seines Impulsprogrammes, beispielsweise in den Städten Luzern und Bern.

Die Stadt Biel verfügt nach wie vor über ein zu geringes Angebot an familienexternen Betreuungsplätzen. Derzeit befinden sich rund 250 Kinder auf den Wartelisten der KITAs. Wir sehen die Ursache für die zu geringe Zahl der externen Kinderbetreuungsplätze auch darin, dass es für private Anbieter wenig attraktiv ist, ein Angebot zu schaffen und Plätze

bereitzustellen, dies, weil sie im Wettbewerb mit den städtisch subventionierten KITAs nicht mithalten können. Private Anbieter haben in den letzten Jahren einen grossen Teil zur Verkleinerung der Wartelisten beigetragen. Sie erfüllen die vom kantonalen Jugendamt geforderten Standards genauso wie die städtischen KITAs und sie müssen bezüglich Qualität der Betreuung, Engagement und Kundenservice hohe' Leistungen erbringen, damit Eltern bereit sind, die nicht ermässigten Preise zu zahlen.

Deshalb wird der Bieler Gemeinderat aufgefordert, die Evaluation des Testbetriebes in Bern (wird im Herbst 2015 erwartet) zum Anlass zu nehmen und zu prüfen, welche Schritte es benötigen würde, einen Systemwechsel (weg von der Subjekt- hin zur Objektfinanzierung) für die Stadt Biel vorzubereiten. Der Systemwechsel soll per anfangs 2018 vollzogen werden können, da Ende 2017 die Leistungsvereinbarungen mit den KITAs ausläuft.

Biel, 15.1.15

Sandra Gurtner-Oesch
glp

Natasha Pittet
PRR

Geht an: Schulen u. Sport
☐ zur Kenntnis
☐ zur Stellungnahme
☒ zum Antwortentwurf
☐ zur Erledigung
☒ zum Bericht
Frist bis: 16.4.15
Datum: 2.2.15
Der Direktionssekretär:
AM

PW
RSV
3.2.2015

Alain Pichard

Anhang Nr. 10

Beantwortung

der Interpellation 20150034, Hugo Rindlisbacher, Fraktion SVP/Die Eidgenossen, "Vermietung von Räumlichkeiten und Liegenschaften der Stadt Biel"

In der Interpellation wurde der Gemeinderat aufgefordert, zu den nachfolgenden Fragen Stellung zu nehmen:

- **Welche Strategie wird bei den Liegenschaftsvermietungen durch die Stadt Biel verfolgt?**
  Die Stadt Biel verfügt über 159 Wohnungen, davon sind 31 Wohnungen Abbruchobjekte, welche aus strategischen Gründen erworben wurden (A5, Campus usw.). Weiter vermieten die Liegenschaften der Stadt Biel 7 Restaurants, 10 Läden, 49 Ateliers, 14 Büroräumlichkeiten und diverse Lokalitäten wie Kioske, Gewölbekeller, Kinderheim, Bauernhöfe, Ferienheim, Garagen, usw. im Eigentum der Stadt Biel. Die Objekte sind im ganzen Stadtgebiet verteilt. Die Mehrheit der Wohnungen steht jedoch in der Bieler Altstadt.
  Die Strategie bildet in erster Linie, die leerstehenden Wohnungen und Räumlichkeiten rasch möglichst zu vermieten, wobei diese jeweils je nach Bedarf zuerst nachhaltig renoviert und saniert werden. Die Bausubstanz der Gebäude wird damit verbessert und nach wirtschaftlichen Kriterien erhalten. Dies ermöglicht die Wohnqualität langfristig zu sichern. Schliesslich wird der Markt beobachtet und bei strategisch wichtigen Quartieren werden Grundstücke und Liegenschaften erworben, sofern damit ein Mehrwert zu Gunsten der Einwohnergemeinde Biel erwirtschaftet werden kann.

- **Wo werden die zu vermietenden Räumlichkeiten der Stadt angeboten und vermarktet?**
  Die Abteilung Liegenschaften verwendet hierzu die allseits bekannte und vielbesuchte Plattform "www.immoscout24.ch". Die Vermarktung erfolgt auch über die eigenen Plattformen der Stadt Biel wie die Vermarktungstafel im Eingangsbereich der Neuengasse 28, über die Abgabe der Wohnungsliste am Schalter der Abteilung Liegenschaften und über weitere Printmedien.

- **Wie viele Stadteigene Räumlichkeiten stehen leer, oder sind zur Vermietung ausgeschrieben?**
  Per 20. April 2015 verfügte die Abt. Liegenschaften über 3 leerstehende Objekte im Bereich Wohnen / Gewerbe.

- **In welchem finanziellen Rahmen bewegen sich die Zinsausfälle explizit auf das Lokal im Volkshaus bezogen?**
  Die Stadt Biel vermietet der CTS AG das Volkshaus zu einem festen Pachtzins, welcher alle von der CTS betriebenen Objekte umfasst. Somit entstehen seitens der Stadt Biel keine Zinsausfälle, wenn die CTS AG ein Objekt nicht durchgehend vermieten kann oder möchte.

Biel, 13. Mai 2015

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Die Stadtschreiberin:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Beilage:
- Interpellation 20150034

Vorstoss Nr./Interv. no: 150234
Termin GR/Délai CM: 13.5.2015
Direktion/Direction: FID
Mitbericht/Corapport: BEN, BKS, PRA

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Interpellation

Vermietung von Räumlichkeiten und Liegenschaften der Stadt Biel

Der Gemeinderat wird aufgefordert, folgende Fragen zu den Stadteigenen Räumlichkeiten und Liegenschaften zu beantworten.

- Welche Strategie wird bei den Liegenschaftsvermietungen durch die Stadt Biel verfolgt?
- Wo werden die zu vermietenden Räumlichkeiten der Stadt angeboten und vermarktet?
- Wie viele Stadteigene Räumlichkeiten stehen leer, oder sind zur Vermietung ausgeschrieben?
- In welchem finanziellen Rahmen bewegen sich die Zinsausfälle explizit auf das Lokal im Volkshaus bezogen

Biel, 15. Januar 2015

H. Rindlisbacher

Fraktion SVP/Die Eidgenossen

Anhang Nr. 11

Beantwortung

der Motion 20150033, Ruth Tennenbaum, Passerelle, "Sitzungsgelder und Entschädigungen an die Stadtratsmitglieder"

Die Motion verlangt eine Revision des Reglements über die Sitzungsgelder und Fraktionsentschädigungen (nachfolgend RSF; SGR 151.13). Es soll einerseits ein neuer Artikel eingefügt werden, wonach auch Stadtratsmitglieder, die keiner Fraktion angehören, eine Entschädigung für die Vorbereitung der Stadtratssitzung erhalten (Ziffer 1). Zur Begründung wird geltend gemacht, dass der Vorbereitungsaufwand für Stadtratsmitglieder, die keiner Fraktion angehören, ebenso hoch, wenn nicht höher ist wie bei Stadtratsmitgliedern, die einer Fraktion angehören. Nach Ansicht der Motionärin sollen zudem Nicht-Fraktionsmitglieder, nicht deshalb finanziell benachteiligt werden, weil sie politisch unabhängig sind. Andererseits sollen die Sitzungsgelder für alle Stadtratsmitglieder gekürzt werden, so dass Einsparungen von mindestens CHF 20'000.- gegenüber 2014 resultieren (Ziffer 2). Gemäss Motionärin soll diese Geste als Beitrag des Stadtrates zu den laufenden Sparbemühungen gewertet werden.

Das eingangs erwähnte RSF trat am 14. Oktober 1987 in Kraft und wurde 1990, 2001 und 2005 Teilrevisionen unterzogen. Anlässlich seiner Sitzung vom 12. Dezember 2001 passte der Stadtrat die Sitzungsgelder letztmals der Teuerung an. Entgegen dem Vorschlag des Stadtratsbüros, die damals geltende Entschädigung für Nicht-Fraktionsmitglieder von CHF 75.- auf 50.- zu senken entschied der Rat, diese Entschädigung zu streichen.

Das Stadtratsbüro führte damals explizit aus, dass es sich bei dieser Unterstützung nicht um eine Parteifinanzierung handle, sondern um eine Entschädigung für die von den Fraktionen geleistete Koordinationsarbeit. Diese bestehe im Wesentlichen in der internen Vorbereitung und Absprache der Verhandlungsgegenstände, der Bezeichnung einer Referentin/eines Referenten sowie, im Bedarfsfall, in der Vorbereitung von Stadtratssitzungen im Rahmen der FraktionspräsidentInnenkonferenz. Zusätzlich zur Vorbereitungsarbeit jedes Ratsmitglieds werde damit ein Zusatzaufwand geleistet, der eine Entschädigung verdiene.

Anlässlich der gleichen Sitzung vom 12. Dezember 2001 beauftragte das Stadtratsbüro den Stadtrat, in Zusammenarbeit mit dem Gemeinderat zusätzlich eine Studie über alle städtischen Kommissionen und juristischen Einheiten zu verfassen. 2005 ergab der in diesem Zusammenhang ausgeführte Vergleich auf Kantons- und Gemeindeebene keinen Anlass, die geltenden stadträtlichen Sitzungsgeldansätze im RSF zu erhöhen oder die Fraktionsentschädigung auch für Nichtmitglieder wieder einzuführen. Hingegen wurden damals die Sitzungsgelder der Vormundschaftskommission angepasst.

Betreffend des Antrags von Ziffer 1 der vorliegenden Motion, die Entschädigung für Stadtratsmitglieder, die keiner Fraktion angehören, wieder einzuführen, teilt das Stadtratsbüro die Analyse seiner Vorgängerinnen und Vorgänger von 2001. Es sieht mithin keinen Anlass, vom damals gefällten Entscheid abzuweichen. Es hält im Gegenteil seinerseits dafür, dass der Koordinationsaufwand der Fraktionen einen wesentlichen Beitrag zu einem effizienten Ratsbetrieb darstellt, den Nicht-Fraktionsmitglieder nicht leisten, weshalb Letzteren auch keine Fraktionsentschädigung zustehen sollte. Ausserdem wirkt es nach Ansicht des Stadtratsbüros doch sehr widersprüchlich wenn, gemäss Ziffer 1 der Motion, zusätzliche Ausgaben beantragt und in Ziffer 2 eben diese Ausgaben in Hinblick auf die finanzielle Situation der Stadt Biel gesenkt werden sollen. Eine Sichtweise übrigens, die vom Gemeinderat in seinem Mitbericht vom 22. April 2015 vollumfänglich geteilt wird.

Zu der gemäss Ziffer 2 verlangten jährlichen Einsparung bei den Sitzungsgeldern von mindestens CHF 20'000 hält das Stadtratsbüro Folgendes fest:

Gemäss Art. 40 Abs. 1 Ziff. 1 Bst. k der Stadtordnung (SGR 101.1) obliegt dem Stadtrat die Festsetzung der Sitzungsgelder und anderer Entschädigungen für die Mitglieder des Stadtrates und von Kommissionen sowie für Vertretungen der Stadt in Institutionen und Körperschaften. Die Gesamtsumme dieser Entschädigungen hängt von der Anzahl Sitzungen, deren Dauer sowie von der Anzahl stadträtlicher Kommissionen ab. Zwischen 2010 und 2014 schwankte sie zwischen CHF 247'575.- und 212'225.-. Die beantragte Einsparung stellt somit rund 10 % der Sitzungsgelder dar. Nachdem die Sitzungsgelder in der Stadt Biel 2001 letztmals der Teuerung angepasst wurden und angesichts der seither eingetretenen Teuerung von 7,2 %, hält das Stadtratsbüro eine derartige Senkung der Sitzungsgelder des Stadtrates nicht für angebracht. Der Aufwand, der mit der sorgfältigen Vorbereitung von Stadtratssitzungen verbunden ist, ist beträchtlich und hat in den letzten Jahren eher noch zugenommen. Oft beschränkt er sich nicht auf das Aktenstudium, sondern bedingt oft auch Kontakte mit der Verwaltung und Fachleuten, manchmal persönliche Augenscheine.

Unter diesem Gesichtspunkt kann die im heutigen Umfang geleistete Entschädigung keinesfalls als übermässig gelten. Gegenüber den Städten Bern, Köniz, Thun, St. Gallen und Winterthur hält sie sich in einem vergleichbaren Rahmen. Ihre Herabsetzung um 10 % ist deshalb unbillig und hätte auf die engagierten Personen eine demotivierende Wirkung. Schliesslich sollte die Parlamentstätigkeit nicht ausschliesslich denjenigen vorbehalten sein, die es sich leisten können, ausserberuflichen Tätigkeiten ohne – oder höchstens für eine symbolische – Entschädigung nachzugehen. Die von der Motionärin erwünschte Einsparung seitens des Stadtratsbetriebes sollte nach Ansicht des Stadtratsbüros deshalb nicht über die Herabsetzung der Sitzungsgelder verfolgt werden.

Das Stadtratsbüro beantragt daher dem Stadtrat, die Motion nicht erheblich zu erklären.

Biel, 26. Mai 2015

Namens des Stadtratsbüros

Der Stadtratspräsident: Die Ratssekretärin:

Daniel Suter Regula Klemmer

Beilage:
- Kopie des Postulats 20150033

O:\Bureau du Conseil de ville\rapport au CV\15_Beantwortung M 150033 Sitzungsgelder_d_05.28.doc

Vorstoss Nr./Interv. no: 150033
Termin GR/Délai CM: 13.5.2015
Direktion/Direction: SRB
Mitbericht/Corapport: GPR

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

MOTION

Sitzungsgelder und Entschädigungen an die Stadtratsmitglieder

Der Gemeinderat unterbreitet dem Stadtrat eine Revision des Reglements über die Sitzungsgelder und Fraktionsentschädigungen (SGR 151.13), welche folgende Punkte beinhaltet :

1. **Einführung eines neuen Artikels, wonach Mitglieder des Stadtrats, die keiner Fraktion angehören, ähnlich wie die stadträtlichen Fraktionen, einen angemessenen Betrag für die Vorbereitung der Stadtratssitzungen erhalten.**

2. **Als Beitrag zu den Sparbemühungen der Stadt werden die Sitzungsgelder und Entschädigungen der Stadtratsmitglieder so festgelegt, dass daraus eine Einsparung von mindestens Fr. 20'000.- auf dem im 2014 budgetierten Gesamtbetrag der jährlich ausbezahlten Sitzungsgelder und Entschädigungen resultiert.**

Begründung

Punkt 1
Für die Vorbereitung der Sitzungen des Stadtrates erbringen Stadträte, die keiner Fraktion angehören, die mindestens gleichen wenn nicht grössern Aufwände zur Vorbereitung. Da die Vertreter von Parteien und Gruppieren keine Fraktionsstärke aufweisen, können sie sich einzig auf die Mitarbeit von einigen Wenigen aus dem Vorstand ihrer Partei oder Gruppierung abstützen. Es ist deshalb legitim, dass auch Stadträte ohne Fraktionsstärke eine entsprechend gleichwertige Entschädigung erhalten, wie die der Fraktionen. Dieser Grundsatz ist bereits in anderen Gemeinden und Kantonen eingeführt worden, wie auch im Bundesparlament. Denn es kann nicht erwartet werden, dass sich Stadträte ohne Fraktionsstärke automatisch einer Fraktion anschliessen. Und es ist ungerecht, wenn sie dafür vom System benachteiligt werden, weil sie den politischen Entscheid gefällt haben, unabhängig zu bleiben.

Punkt 2
Mit Blick auf die schwierige finanzielle Situation der Stadt, wo man bemüht ist, auf allen Ebenen und Bereichen zu sparen, ist es richtig, dass die Stadträte ebenfalls einen Beitrag leisten. Gemäss der Jahresrechnung 2013 entspricht eine Kürzung von Fr. 20'000.- einer Einsparung von 8,3% des Betrages, den die Stadt für die Entschädigungen der Behördenmitglieder und der Kommissionen des Stadtrates ausgegeben hat. Ein Beitrag des Stadtrates an die Sanierung der Finanzen würde auch von der Bevölkerung als positives Zeichen wahrgenommen, gerade in Zusammenhang mit möglichen Steuererhöhungen und/oder einem Leistungsabbau der Verwaltung. Die Formulierung von "mindestens Fr. 20'000.-" ermöglicht es dem Stadtrat, auch höhere Einsparungen zu beschliessen.

15. Januar 2015

Ruth Tennenbaum, PASSERELLE

Anhang Nr. 12

Beantwortung

der überparteilichen Motion 20150038, Dennis Briechle, GLP, Sandra Schneider, SVP, Reto Gugger, BDP, "Transparente Interessenbindungen"

Die Motion verlangt, dass das Stadratsbüro in Zusammenarbeit mit dem Ratssekretarat eine Liste mit den Interessenbindungen der Stadtratsmitglieder führt. Diese soll folgende Angaben enthalten:

- berufliche Tätigkeit
- Tätigkeiten in Führungs- und Aufsichtsgremien sowie Beiräten und ähnlichen Gremien von schweizerischen und ausländischen Körperschaften, Anstalten und Stiftungen des privaten und öffentlichen Rechts
- dauernde Leitungs- oder Beratertätigkeiten für Interessengruppen
- Mitwirkung in Kommissionen und anderen Organen des Bundes, des Kantons oder von bernischen Gemeinden sowie
- die Ausübung wichtiger politischer Ämter.

Besagte Liste soll auf der Website der Stadt Biel einsehbar sein und das Stadtratsbüro soll die dafür notwendigen rechtlichen Grundlagen erarbeiten.

Die Motion stützt sich weitgehend auf das vom Stadtrat nicht erheblich erklärte Postulat 20140130 ab, beschränkt nun aber die Anwendung nicht mehr nur auf von der Stadt Biel finanziell unterstützte Institutionen und zählt zudem die massgeblichen Kriterien für diese Liste gleich auf. Sie entspricht weitgehend Art. 16 der Geschäftsordnung des Grossen Rates (BSG 151.211).

Das Stadtratsbüro ist nach wie vor der Ansicht, dass eine Veröffentlichung der Interessenbindungen der Stadtratsmitglieder dazu beitragen kann, die Transparenz von Stadtratsentscheiden zu erhöhen. Auch erachtet das Stadtratsbüro den vorliegend gemachten Vorschlag als Arbeitspapier für durchaus tauglich. Jedoch kann die Regelung des Grossen Rates nicht unbesehen auf die Verhältnisse der Stadt Biel übernommen werden. Eine solche müsste vorliegend in der Geschäftsordnung des Stadtrates (GO, SGR 151.21) vorgesehen werden.

Das Stadtratsbüro ist immer auch gehalten, den Aufwand für die Einführung, Erstellung und die Aktualisierungen einer solchen Liste mit deren Nutzen abzuwägen. Nach wie vor vertritt die Mehrheit der Mitglieder die Ansicht, dass angesichts der Grösse der Stadt Biel bereits heute, auch ohne eine solche Liste, weitgehend bekannt ist, welche Stadtratsmitglieder sich in welcher Funktion für welche Institutionen engagieren. Zudem werden diese Verbindungen anlässlich der Stadtratsdebatten, aber auch schon bei den Wahlen, in der Regel offengelegt. Der Nutzen einer solchen öffentlich einsehbaren Liste mit den Interessenbindungen der Ratsmitglieder ist damit fraglich. Demgegenüber kann der administrative Aufwand nicht ausser Acht gelassen werden, der mit der Führung eines solchen "Registers" verbunden wäre. Immerhin verdient es die Frage, beispielsweise im Rahmen einer Gesamtrevision der Geschäftsordnung des Stadtrates (SGR 151.21) näher geprüft zu werden.

Das Stadtratsbüro beantragt daher, die überparteiliche Motion 20150038 in ein Postulat umzuwandeln und dieses erheblich zu erklären.

Biel, 26. Mai 2015

Namens des Stadtratsbüros

Der Stadtratspräsident: Die Ratssekretärin:

Daniel Suter Regula Klemmer

Beilage:
- Überparteiliche Motion 20150038

Vorstoss Nr./Interv. no: 150038
Termin GR/Délai CM: 13.5.2015
Direktion/Direction: SRB
Mitbericht/Corapport:

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Motion

Transparente Interessenbindungen

Eingereichter Text

Das Stadtratsbüro wird beauftragt

1. in Zusammenarbeit mit dem Ratssekretariat eine Liste der Interessenbindungen der Mitglieder des Stadtrates zu führen.
2. folgende Interessenbindungen der Mitglieder des Stadtrates auf dieser Liste auszuweisen:
   - berufliche Tätigkeiten
   - Tätigkeiten in Führungs- oder Aufsichtsgremien sowie Beiräten und ähnlichen Gremien von schweizerischen und ausländischen Körperschaften, Anstalten und Stiftungen des privaten und öffentlichen Rechts
   - dauernde Leitungs- oder Beratertätigkeiten für Interessengruppen
   - Mitwirkung in Kommissionen und anderen Organen des Bundes, des Kantons oder von bernischen Gemeinden
   - Ausübung wichtiger politischer Ämter
3. für die öffentliche Einsehbarkeit der Liste zu sorgen, namentlich auf der Webseite der Stadt Biel.
4. dem Stadtrat die dafür notwendigen rechtlichen Grundlagen zum Beschluss vorzulegen.

Begründung

Das Postulat 20140130 „Interessenbindungen offenlegen!" von Sandra Schneider, SVP, hat das Stadtratsbüro zur Nicht-Erheblich-Erklärung empfohlen. Dies unter anderem mit dem Argument, die vorgesehene Beschränkung der Offenlegungspflicht auf von der Stadt Biel finanziell unterstützte Institutionen sei nicht nachvollziehbar. Zwar hatte dieses Postulat nur die Offenlegung dieser Interessenbindungen zum Ziel, er schliesst aber die Offenlegung weiterer Interessenbindungen nicht aus und dies war auch nicht die Absicht der Postulantin.

Mit der vorliegenden Motion soll dem Einwand des Stadtratsbüros Rechnung getragen und eine Regelung analog dem kantonalem Recht vorgeschlagen werden. Der Wunsch nach Transparenz über Interessenbindungen von VolksvertreterInnen und -vertretern ist heute weit verbreitet. Es ist selbstverständlicher Teil unseres Milizsystems, dass Stadträte neben ihrer politischen Tätigkeit auch weiteren Tätigkeiten nachgehen und unvermeidbar, dass diese manchmal auch in einem Spannungsfeld zu im Stadtrat behandelten politischen Geschäften stehen. Daran ist nichts Anrüchiges, die Unterzeichnenden sind aber der Ansicht, dass die Bevölkerung ein Anrecht darauf hat sich transparent über solche Interessenbindungen informieren zu können.

Biel/Bienne, 15. Januar 2015

Dennis Briechle, glp
Sandra Schneider, SVP
Reto Gugger, BDP